



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

NOTE DE CONJONCTURE

DEUXIEME SEMESTRE 2017



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de l'Observatoire économique de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
NDONLAP Siméone Josée
EKODO Jules Christian

SOMMAIRE

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	1
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	2
RESUME EXECUTIF.....	3
I. METHODOLOGIE.....	5
II. CONJONCTURE INTERNATIONALE ET REGIONALE....	7
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	8
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE	11
III. CONJONCTURE NATIONALE.....	13
III.1. FINANCES PUBLIQUES.....	14
III.2. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE.....	17
III.3. COMMERCE EXTERIEUR.....	21
III.4. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES.....	27
IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES.....	29
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE.....	30
IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES.....	34
IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES	36
IV.4. ACTIVITES DE SERVICE.....	38
IV.5. ACTIVITES ARTISANALES.....	41

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
APE	: Accords de Partenariat Economique
BEAC	: Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BREXIT	: British Exit, terme qui désigne la sortie du Royaume-Uni de l’Union Européenne
BRIC	: Brésil - Russie – Inde - Chine
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CA	: Chiffre d’Affaires
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
DGD	: Direction Générale des Douanes
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
FMI	: Fonds Monétaire International
GE	: Grande Entreprise
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ME	: Moyenne Entreprise
MINFI	: Ministère des Finances
NBS	: National Bureau of Statistics
PE	: Petite Entreprise
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Net du Gouvernement
TPE	: Très Petite Entreprise
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires	14
Graphique 2 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)	14
Graphique 3 : Structure des recettes budgétaires internes au 2 ^{ème} semestre 2017	15
Graphique 4 : Composantes de la masse monétaire.....	17
Graphique 5 : Part en valeur des principaux produits exportés au second semestre 2017	22
Graphique 6 : Exportations par zones géographiques.....	26
Graphique 7 : Importations par zones géographiques	26
Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du Climat des affaires.....	30
Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du chiffre d'affaires.....	30
Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des prix de vente	31
Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprise sur la trésorerie de l'entreprise.....	32
Graphique 12 : Charges ayant affecté la trésorerie au second semestre 2017.....	32
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du personnel salarié.....	32

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Croissance des échanges de marchandises en volume	10
Tableau 2 : Evolution des cours de certaines matières premières agricoles	10
Tableau 3: Performance budgétaire au 2 ^e semestre 2017 (en milliards).....	14
Tableau 4 : Evolution de la structure des recettes.....	15
Tableau 5 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat	16
Tableau 6 : Situation monétaire large à fin décembre 2017 (en milliards de FCFA)	18
Tableau 7 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)	19
Tableau 8 : Dépôts de la clientèle par nature (en milliards).....	19
Tableau 9 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)	19
Tableau 10 : Balance commerciale au second semestre 2017	21
Tableau 11 : Evolution globale des exportations	21
Tableau 12 : Evolution globale des exportations : globale et hors produits pétroliers	21
Tableau 13 : Evolution globale des importations	23
Tableau 14 : Evolution des importations : globale et hors produits pétroliers.....	24
Tableau 15 : Importations par noyaux d'utilisation	24
Tableau 16 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages	27
Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits.....	28
Tableau 18 : Evolution de l'indice des prix (base 100, année 2011) dans les chefs-lieux des régions	28
Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leurs activités	36
Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leur activité.....	38
Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité	40
Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution de leur activité	42

RESUME EXECUTIF

Une croissance mondiale ferme, soutenue par les pays avancés...

Le deuxième semestre 2017 a été marqué par le raffermissement de la croissance mondiale, amorcée dès le début de l'année.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance s'établit à environ 3% en glissement annuel, contre 2,1% au premier semestre 2017.

En Europe, la croissance s'est également consolidée, tirée par l'Allemagne, la France, et l'Italie. La crise catalane a peu influencé la performance économique de l'Espagne.

L'activité économique a été dynamique au Canada et au Japon. Au Royaume-Uni, on note une légère décélération de la croissance qui est passée de 1,9% au premier semestre à 1,8% au deuxième semestre 2017.

Au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine, on note soit la confirmation d'une sortie de récession, soit une accélération de l'activité au cours de la période sous revue.

... et même en Afrique

En Afrique du Nord, le vent de la crise occasionnée les chocs pétroliers ont laissé place à une activité économique dynamique.

En Afrique de l'Ouest, la tendance de croissance a été observée. Le Nigéria amorce une reprise économique.

En Afrique de l'Est, la croissance a été soutenue par les performances enregistrées dans l'agriculture.

L'Afrique centrale, très dépendante des ressources pétrolières, devrait connaître un léger

mieux, malgré les crises sociales qui agitent certains pays membres.

Au Cameroun, après un premier semestre 2017 morose 2017, l'économie a su se redresser au second semestre.

Evolution mitigée des cours des matières premières

Les cours du pétrole brut, de banane fraîche et d'aluminium brut se sont redressés au second semestre 2017 par rapport au premier semestre. La valeur du bois camerounais, en grume ou scié, s'est appréciée tout au long de l'année.

Les cours de cacao ont quasiment stagné en 2017. Par contre, les cours du café (arabica et robusta) sur les marchés internationaux ont baissé. Il en est de même de celui du coton brut, qui a baissé au second semestre 2017.

Légère hausse de l'inflation mondiale

Au second semestre 2017, les prix mondiaux ont globalement augmenté du fait de la remontée des prix de pétrole. L'inflation mondiale est de 1,7% contre 0,8% en 2016.

L'économie nationale marquée par une détérioration des déficits budgétaires et de la balance commerciale

Par rapport au premier semestre, tous les déficits budgétaires (primaire, base engagement, base caisse) se creusent. Ces évolutions s'expliquent essentiellement par une hausse importante des dépenses publiques en lien avec le cycle budgétaire, malgré la hausse des recettes budgétaires sur la même période.

Les recettes budgétaires sont en hausse de 7,4% par rapport au premier semestre, pour se situer à 1 583,3 milliards. Cette évolution résulte du

bon comportement des recettes non pétrolières (+8,9%).

Les dépenses budgétaires quant à elles sont en hausse de 42,5% par rapport au premier semestre 2017 et se situent à 2 332 milliards. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse de 18,1% des dépenses courantes, particulièrement le paiement des intérêts sur la dette publique.

...une légère hausse des crédits à l'économie...

Par rapport au premier semestre 2017, l'évolution de la situation monétaire au deuxième semestre 2017 s'est caractérisée par : (i) une hausse des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur l'Etat; et (ii) un accroissement de 6% de la masse monétaire.

Pour ce qui est de l'activité bancaire, on note au terme du deuxième semestre 2017, une

augmentation des dépôts de 5,9% par rapport à fin juin 2017 pour une valeur de 4 012,1 milliards. L'encours des crédits s'élève à 3 321,5 milliards, soit une hausse de 3,1% par rapport au 30 juin 2017.

... une aggravation du déficit commercial...

La balance commerciale du Cameroun s'est détériorée au second semestre 2017 pour s'établir à -710 milliards contre -670 milliards de FCFA un an plus tôt. Le taux de couverture est ainsi passé de 60,5% à 56,6%. Cette évolution du solde commercial est imputable à une baisse des exportations (-101 milliards) plus importante que celle des importations (-61 milliards).

... et un léger frémissement des prix

Au deuxième semestre 2017, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,6% par rapport au premier semestre 2017.

I. METHODOLOGIE

a. Démarche méthodologique

Pour la rédaction de la note de conjoncture, la démarche ci-après a été adoptée :

(i). Un questionnaire a été élaboré par la Direction des Etudes et administré par les Délégations régionales de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun sur un échantillon cible de 350 entreprises.

(ii). Le choix des entreprises enquêtées s'est fait à partir du fichier des entreprises qui remplissent les DSF obtenu auprès de l'INS. Le tirage des entreprises est à choix raisonné selon le secteur d'activité puis le Chiffre d'affaires. On s'assure en outre que l'enquête soit nationale. Trois secteurs caractérisent ce répertoire : le commerce, l'industrie, mines & BTP et les services.

Pour ce qui concerne le cas spécifique de l'artisanat, les délégations ont été invitées à se rapprocher des artisans identifiés présents dans leur territoire de compétence.

(iii). La revue documentaire a consisté à la recherche des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous-régionale et internationale.

b. Période

La présente note de conjoncture couvre la période allant de 01^{er} juin au 31 décembre 2017.

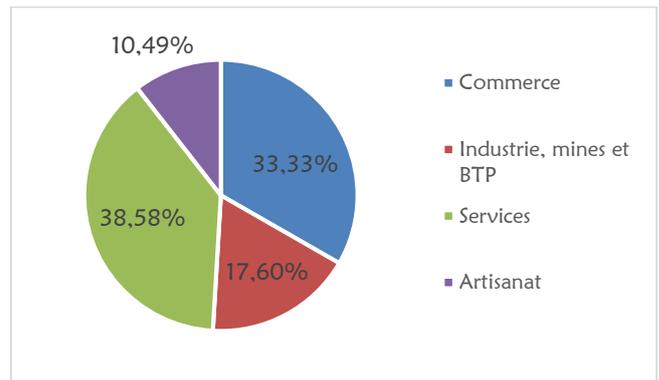
c. Données obtenues

Sur 350 entreprises contactées, 267 ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 76%.

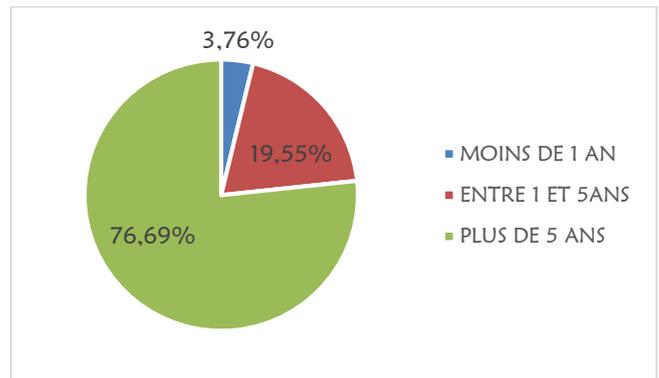
d. Profil des entreprises interrogées

Le profil des entreprises de l'échantillon est capté dans les quatre graphiques suivants :

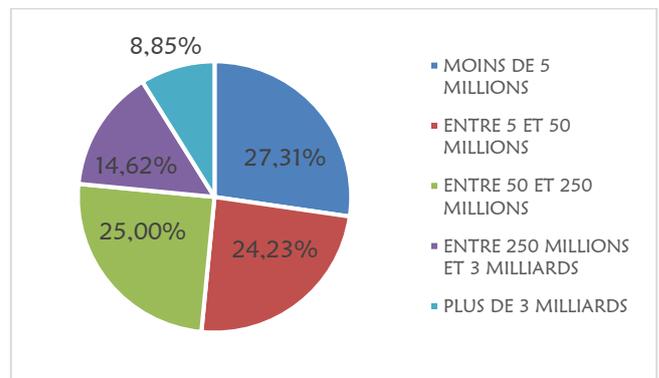
✚ Secteur d'activités



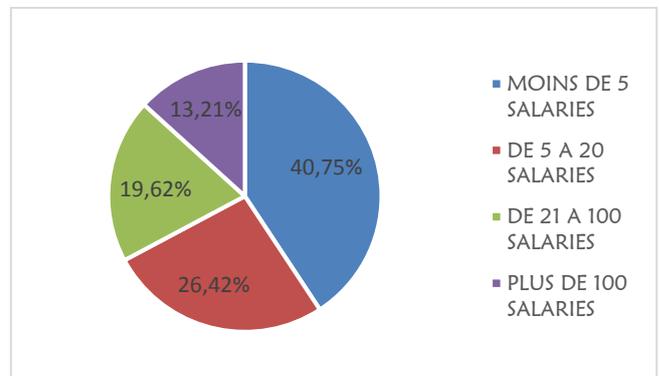
✚ Ancienneté



✚ Chiffre d'affaires



✚ Effectifs salariés



II. CONJONCTURE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Au plan mondial, la croissance observée en fin 2016 s'est poursuivie et même raffermie au deuxième semestre 2017. Le volume des échanges mondiaux a augmenté, tandis que la hausse des prix des matières premières, notamment du pétrole brut, a remonté le niveau global des prix mondiaux.

Frémissement de la croissance mondiale

La deuxième moitié de l'année 2017 a été marquée par le raffermissement presque généralisé de la croissance mondiale. Selon les perspectives de l'économie mondiale (de janvier 2018) du Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale aurait connu au terme de l'année 2017, le cycle le plus long de croissance synchronisée depuis 2010. En effet, près de 120 pays, pesant environ 80% du PIB mondial, auraient enregistré une accélération de leur croissance en glissement annuel, ce qui porterait la croissance mondiale à 3,7% en 2017, celle-ci ayant été plus vigoureuse en l'Allemagne, aux Etats Unis et au Japon.

Accélération de la croissance américaine par rapport au 1^{er} semestre

Aux Etats-Unis, où les ouragans du début de 3^{ème} trimestre avaient fait craindre un ralentissement de l'activité, le PIB s'accroît de 3% environ en glissement annuel, contre 2,1% au premier semestre 2017, selon les statistiques officielles du bureau américain des statistiques. Cette évolution est attribuable principalement à la relance de la filière d'exploitation des énergies fossiles. Les perspectives de 2018 sont plus favorables en

lien avec les baisses d'impôts consenties par le congrès en décembre 2017.

Consolidation de la reprise dans l'Union Européenne et particulièrement en Espagne

En Europe, la croissance s'est consolidée au second semestre 2017 grâce à un environnement monétaire favorable. Selon Eurostat (office statistique de l'Union Européenne), l'activité, aussi bien dans la zone euro que dans l'Union, a frêmi à un rythme moyen d'environ 0,6%¹ en glissement annuel. Le PIB de la zone euro pourrait enregistrer une croissance record de 2,5% en 2017, sa plus forte progression depuis la crise financière de 2007.

En Allemagne, en plus de la consommation des ménages et des dépenses publiques, les exportations soutiennent la croissance, en lien avec l'intensification du commerce mondial. La croissance serait d'environ 0,6% au second semestre 2017, ce qui porterait sa croissance annuelle à 2,9%.

La crise catalane a été contenue dans la région, n'affectant que légèrement la performance économique de l'Espagne au deuxième semestre de l'année 2017. Malgré la situation politique tendue, l'économie espagnole est restée résiliente, entretenant les conditions d'une croissance semestrielle de 0,7%. Sur l'année, la croissance du PIB serait de 3,1%.

En France, le PIB a augmenté d'environ 0,6%² en glissement semestriel, grâce au dynamisme de l'investissement privé, des exportations et la demande intérieure. En 2017, la croissance est estimée à 2%.

En Italie, la demande mondiale a soutenu les exportations dont l'amélioration, couplée au

¹ Eurostat, communiqué de presse N° 37/2018 du 07 mars 2018

² INSEE, *Chiffres actualisés des Comptes nationaux du 4^{ème} trimestre 2017*

rebond de l'investissement et au redressement de la consommation privée ont été les moteurs de l'activité économique. D'après les estimations d'Eurostat, la croissance semestrielle et annuelle du PIB italien devrait se situer respectivement à 0,4% environ et 1,3%.

Même tendance observée dans les autres pays développés, sauf au Royaume-Uni

L'activité a été dynamique que ce soit au Canada ou au Japon.

L'économie canadienne a progressé (de 0,4% par rapport semestre précédent³) grâce à l'investissement privé et à une demande intérieure relativement forte. Sur l'année, la croissance du Canada évoluerait de 3%, après les 1,6% de 2016, selon l'office canadien des statistiques.

Au Japon, l'activité a davantage été dynamique au deuxième semestre 2017, le PIB progressant de 1,2%. Du fait de la vitalité des échanges commerciaux et du rebond de demande intérieure. La croissance serait de 1,5% en 2017.

Le taux de croissance du Royaume-Uni est estimé à 1,8% en 2017, en retrait de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2016.

Reprise économique pour les BRICS

Dans le groupe des pays constituant les BRICS, on note soit la confirmation d'une sortie de récession, soit une accélération de l'activité au cours de la période.

Le Brésil a enregistré un deuxième semestre de croissance en 2017, soutenue par la demande extérieure et une consommation interne décripée, après quatre semestres de récession (2015 et 2016). La crise politique, qu'a connu le

pays pourrait pousser à un vote radical, susceptible de compromettre la fragile reprise observée. En 2017, la croissance brésilienne est estimée à 1%.

La Russie confirme sa sortie de récession observée au premier semestre de l'année 2017. La croissance du PIB de la Russie serait d'environ 1,7% en 2017.

Malgré un environnement monétaire favorable en Inde, la consommation privée et les investissements peinent à repartir. L'inflation continue d'influencer négativement la confiance des ménages. Néanmoins, la production industrielle a rebondi depuis le 3^{ème} trimestre 2017, entretenant ainsi les conditions d'une légère accélération, après deux semestres et demi de décélération. En 2017, le PIB de l'Inde pourrait croître de 6,6%, après 7,1% un an auparavant.

En Chine, l'activité a légèrement ralenti au deuxième semestre 2017, faisant craindre l'entame d'un nouveau cycle de décélération. La production industrielle (+6,3% en glissement annuel au deuxième semestre) a de nouveau ralenti. Bien que les exportations aient continué à progresser, la demande intérieure s'est essoufflée du fait du resserrement des politiques monétaire et immobilière. Au final, les chiffres officiels publiés en janvier 2018 par les autorités chinoises⁴ indiquent une croissance de 6,9% en 2017.

En Afrique du Sud, l'économie est soutenue par le dynamisme des activités agricoles, forestières et piscicoles. Il en est de même des secteurs manufacturiers et financiers.

Accélération des échanges mondiaux

³ STATCAN, *Chiffres nationaux du 4^{ème} trimestre 2017*

⁴ National Bureau of Statistics of China

Au cours du deuxième semestre 2017, les échanges mondiaux augmentent de 4,7% contre 1,8% en 2016⁵. Cette hausse est soutenue par l'Asie et l'Amérique du nord.

Cette performance résulte de la consolidation de la demande à l'importation, surtout en Asie. La croissance des échanges de marchandises en volume est de 3,1% en 2017 dans les pays développés contre 2,0% en 2016. En 2017, les exportations de marchandises, augmentent de 3,5% dans les pays développés et de 5,7% dans les pays en développement.

A court terme, les perspectives d'évolution des échanges sont contrariées par les discours à fort relent protectionniste.

Tableau 1 : Croissance des échanges de marchandises en volume

	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
Commerce mondial des marchandises en volume	2,7	2,5	1,8	4,7	4,4	4,0
Exportations						
Pays développés	2,1	2,3	1,1	3,5	3,8	3,1
Pays en développement	2,7	2,4	2,3	5,7	5,4	5,1
Amérique du Nord	4,6	0,8	0,6	4,2	4,5	4,5
Amérique du Sud et centrale et Caraïbes	-2,1	1,8	1,9	2,9	2,8	2,6
Europe	1,6	2,9	1,1	3,5	3,6	2,9
Asie	4,5	1,5	2,3	6,7	5,7	5,0
Autres régions	-1,0	5,5	2,6	2,3	4,7	4,4
Importations						
Pays développés	3,4	4,3	2,0	3,1	4,1	3,3
Pays en développement	2,4	0,6	1,9	7,2	4,8	4,4
Amérique du Nord	4,3	5,4	0,1	4,0	5,7	5,0
Amérique du Sud et centrale et Caraïbes	-2,7	-6,4	-6,8	4,0	3,9	5,7
Europe	3,0	3,7	3,1	2,5	3,5	2,8
Asie	3,7	4,0	3,5	9,6	5,9	4,7
Autres régions	0,5	-5,6	0,2	0,9	0,4	1,8

Source : OMC Communiqué de presse N°820 du 12 avril 2018

Evolution contrastée des cours des matières premières

Au second semestre 2017, les cours du pétrole ont progressé de 8,5% par rapport au premier semestre 2017, reflétant la reprise de l'économie mondiale, mais aussi la décision de l'OPEP de proroger les mesures visant à

réduire l'offre, dans un contexte de tensions au Moyen-Orient.

Les cours du cacao ont quasiment stagné entre les deux semestres de l'année. Toutefois, force est de constater que la rareté des fèves de qualité dans les principaux bassins de production font progresser le cours de la fève depuis le 4^{ème} trimestre de l'année 2017.

Les cours de café (arabica et robusta) sur les marchés internationaux ont baissé en moyenne de 8,4%.

Le prix du kilogramme de coton brut a baissé de 5,0% au second semestre par rapport au premier semestre de l'année 2017.

La valeur du bois camerounais (en grumes ou scié) n'a cessé de s'apprécier au cours de l'année 2017. Partis sur une valeur de 372,7 et 593,4 \$/m³ respectivement au premier trimestre, les bois camerounais ont clôturé l'année sur une côte de 412,3 et 636,1.

Les cours de la banane fraîche et de l'aluminium brut se sont appréciés au second semestre par rapport au premier semestre 2017.

Tableau 2 : Evolution des cours de certaines matières premières agricoles

Matières premières	Unité	2017				Variation S2/S1
		T1	T2	T3	T4	
Pétrole brut(Brent)	\$ / bbl	54,1	50,2	51,7	61,5	8,53%
Cacao	c / kg	2,10	1,98	1,99	2,05	-0,98%
Café arabica	c / kg	3,64	3,30	3,28	3,08	-8,36%
Café robusta	\$/kg	2,36	2,23	2,27	2,04	-6,10%
Huile d'arachide	\$/tm	1548	1542	1470	1378	-7,83%
Huile de palme	\$/tm	772	696	687	703	-5,31%
Mais	\$/ tm	160,6	157,7	151,1	148,8	-5,78%
Riz brisé 5%	\$/ tm	371,3	419,7	404,0	400,7	1,73%
Riz 25%	\$/ tm	364,7	399,3	389,3	385,3	1,39%
Blé	\$/ tm	154,2	178,7	184,1	179,8	9,31%
Sorgho	\$/tm	154,8	158,1	167,4	171,2	8,21%
Banane	\$/kg	0,84	0,91	0,93	0,92	5,71%
Sucre	\$/kg	0,43	0,34	0,32	0,32	-16,88%

⁵ OMC, Communiqué de presse N°820 du 12 avril 2018

Matières premières	Unité	2017				Variation S2/S1
		T1	T2	T3	T4	
Billes de bois du Cameroun	\$/m ³	372,7	384,9	411,1	412,3	8,69%
Bois sciés du Cameroun	\$/m ³	593,4	612,6	627,1	636,1	4,74%
Coton	\$/kg	1,87	1,91	1,79	1,80	-5,03%
Aluminium	\$/tm	1851	1907	2010	2103	9,45%
Or non monétaire	\$/toz	1219	1258	1278	1275	3,07%

Source : PINKSHEET, nos calculs.

Hausse de l'inflation mondiale

Les prix ont progressé au cours du second semestre 2017 du fait de la remontée des prix du pétrole et de la hausse des salaires. En 2017, le taux d'inflation serait de 1,7% contre 0,8% en 2016. En 2018, le taux d'inflation mondiale serait de 1,8% ; ce taux est évalué à 4,5% dans les pays émergents.

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE

La croissance africaine s'est bien comportée au deuxième semestre 2017. Le taux de croissance de 2017 est estimé à 3,6% contre 2,2% en 2016.

Afrique du Nord : le pétrole brut dicte la conjoncture

En 2017, le PIB de l'Afrique du Nord progresserait de 4,9% après 3,3% en 2016⁶, une performance supérieure à la moyenne africaine estimée à 3,6%. Cette croissance est attribuable aux exportations libyennes de pétrole brut.

⁶ Groupe de Banque Africaine de Développement, *Perspectives économiques en Afrique du Nord 2018*

⁷ Statistiques Tunisie, <http://www.ins.nat.tn/fr/themes/compte-de-la-nation#2914>

⁸ Haut-Commissariat au Plan marocain, *Note d'information sur la situation économique nationale Quatrième Trimestre 2017*

En Tunisie⁷ et au Maroc⁸, l'activité a logiquement été plus dynamique. Au deuxième semestre, les PIB de ces deux pays ont respectivement progressé à des taux de 2%, contre 1,8% au premier semestre et 3,9%. Par contre, l'économie algérienne a montré des signes d'essoufflement à la fin de l'année, la croissance étant en moyenne de 0,4% au deuxième semestre, contre environ 1,8% au premier semestre⁹.

Afrique occidentale : accélération de la croissance en 2017

L'Afrique occidentale semble avoir relevé la tête en 2017. La croissance de la zone est passée de 0,5% en 2016 à 2,5%.

Le Nigéria, qui pèse 70% des économies de cette zone, confirme sa sortie de récession au deuxième semestre de l'année 2017, grâce au dynamisme du secteur minier et du secteur agricole. Le Nigéria renoue ainsi avec une croissance de 0,8%, contre -1,6% en 2016.

L'activité a décéléré en Côte d'Ivoire au second semestre en raison du rythme moins soutenu de croissance du dernier trimestre de l'année 2017 (5,4%, après 9,5% au troisième trimestre¹⁰). La croissance du PIB décélère à 7,6% contre 9% en 2016.

Sept pays de la zone ont enregistré des taux de croissance supérieurs ou égaux à 5% en 2017. Cette bonne tenue de l'activité économique s'expliquerait, par les résultats positifs du secteur primaire, le dynamisme des BTP et le maintien des performances au niveau des transports et des communications.

⁹ Office national de la statistique algérien, *Comptes Nationaux Trimestriels N° 813, 4^{ème} trimestre 2017*

¹⁰ Institut National de la Statistique de la Côte d'Ivoire, *Publication du quatrième trimestre 2017 des comptes nationaux trimestriels*

Afrique orientale ; l'agriculture, principal moteur de croissance

Selon les Perspectives Economiques en Afrique de l'Est, 2018¹¹, la croissance serait de 5,9% en 2017, soutenue par le secteur agricole, principal moteur de croissance de la zone devant l'industrie. Les principaux contributeurs à la création de richesse de la zone sont l'Ethiopie (+8,1%), la Tanzanie (+7,2%) Djibouti (+6,7), le Rwanda (+6,2%) et le Kenya (+6,2%).

L'Afrique australe devrait obtenir de meilleures performances en 2017, comparativement à 2016. D'après les estimations¹², la croissance du PIB réel se serait redressée à une moyenne de 1,6% en 2017, grâce à un accroissement de la production due aux conditions climatiques meilleures.

Afrique centrale : la remontée des cours du pétrole brut apporte une légère embellie

Très dépendante du pétrole brut, les économies de l'Afrique centrale ont connu une légère amélioration de leur activité par rapport à 2016 et ce, malgré les crises sociales qui secouent certains pays de la région. Selon les estimations¹³, la croissance devrait frôler 1% fin 2017, portée par les investissements dans les infrastructures, la résilience du secteur des services, la reprise du secteur agricole, en particulier pour les pays moins dépendants des ressources pétrolières.

La croissance au Cameroun devrait montrer des signes d'essoufflement en 2017, avant de repartir en 2018 avec un taux de croissance avoisinant 4,2%. Après un premier trimestre morose, l'économie a su se redresser au deuxième trimestre. Le second semestre, par contre, devrait s'achever sur un taux de

croissance avoisinant 3%, portant ainsi la croissance annuelle à environ 3,4%.

Les moteurs de la croissance devraient être le dynamisme du secteur secondaire, notamment pétrolier, (ii) la bonne tenue du secteur primaire dans ses branches agriculture d'exportation et du secteur tertiaire entraîné par la forte activité des services financiers bancaires et mobiles.

Avec le Cameroun, l'on estime que les pays de la sous-région susceptibles de connaître de forts de croissance en 2017 sont le Sao-Tomé et Principe, la RD Congo et la Centrafrique. La récession se poursuivrait en Guinée équatoriale et au Congo.

En Centrafrique, la croissance pourrait atteindre 4,5% en 2017, loin derrière les 5,3% projetés, du fait des tensions sécuritaires qui ont fait désertifier les champs de production agricoles même si d'un autre côté la levée des sanctions internationales a permis la reprise des activités des secteurs forestiers et miniers.

La RD Congo qui ne s'est pas encore remise de la chute des cours matières premières (Cuivre et Cobalt notamment) ayant stoppé sa forte croissance sur la période 2010-2016, devrait connaître en fin 2017, une croissance de 3,3%. Malgré l'évolution des industries extractives et du commerce des incertitudes politiques pèsent sur l'évolution économique de ce pays à court terme.

L'économie équato-guinéenne devrait une fois de plus se contracter en 2017, les cours des matières premières pétrolières n'ayant pas encore atteint les niveaux de la période

¹¹ Groupe de Banque Africaine de Développement, *Perspectives économiques en Afrique de l'Est, 2018*.

¹² Groupe de Banque Africaine de Développement, *Perspectives économiques en Afrique australe, 2018*.

¹³ Groupe de Banque Africaine de Développement, *Perspectives économiques en Afrique centrale, 2018*.

d'avant crise. L'on prévoit toutefois une normalisation de la situation d'ici à 2019.

Le Congo devrait connaître une fois de plus une contraction de sa croissance en 2017, quoique moins importante qu'il y a un an.

III. CONJONCTURE NATIONALE

III.1. FINANCES PUBLIQUES

Le programme économique et financier triennal appuyé par la facilité élargie de crédit invitait le Cameroun à : i) mettre en place des mesures pour le rapatriement des recettes d'exportation ; ii) rationaliser les dépenses fiscales; iii) adopter un rythme prudent d'accumulation de la dette, afin de préserver sa viabilité ; iv) mettre en place un plan d'apurement du stock d'arriérés existant et éviter d'en accumuler de nouveaux arriérés de paiement au cours de la période de gestion courante. Ce programme a influencé l'évolution des finances publiques au deuxième semestre 2017.

Au terme du deuxième semestre 2017 par rapport à la même période de 2016, les déficits des soldes base caisse et base engagements se sont réduits respectivement de 6,8 milliards et de 27,8 milliards. Par contre, le déficit du solde primaire s'est aggravé de 187,3 milliards.

Les évolutions des déficits budgétaires au deuxième semestre 2017 résultent d'une hausse relativement forte des dépenses publiques (+11,1%) et notamment des dépenses courantes (+18,1%) par rapport à celle des recettes budgétaires (+7,8%) et particulièrement des recettes internes (+6,7%).

Par rapport au 1^{er} semestre 2017, tous les déficits budgétaires se creusent. Ces évolutions s'expliquent essentiellement par une hausse relativement importante (+42,8%) des dépenses publiques, en lien avec le cycle budgétaire (beaucoup des dépenses publiques s'exécutent au cours du deuxième semestre de l'année budgétaire). Les recettes budgétaires progressent de 10,8% dans la même période.

Tableau 3: Performance budgétaire au 2^e semestre 2017 (en milliards)

	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^e semestre 2017
Solde base caisse	-679,2	-135,8	-672,4
Solde primaire	-335,5	-75,0	-522,8
Solde global, base engagements	-642,2	-123,0	-648,7

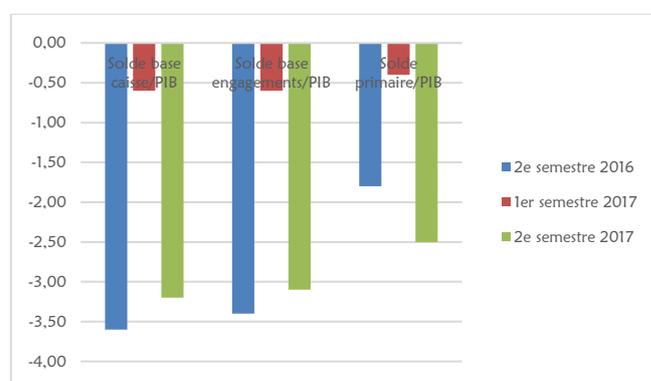
Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

Le déficit base caisse du deuxième semestre 2017 a été essentiellement financé par

l'extérieur notamment les tirages d'un montant de 642,2 milliards. S'agissant du financement intérieur, l'Etat a bénéficié des ressources exceptionnelles de 141,7 milliards au titre des appuis budgétaires obtenus des partenaires au développement, dans le cadre de la mise en œuvre du programme économique et financier conclu avec le FMI.

Deux ratios sur trois soldes budgétaires/PIB se sont améliorés au deuxième semestre 2017 en glissement annuel. Trois ratios se sont dégradés par rapport au premier semestre 2017.

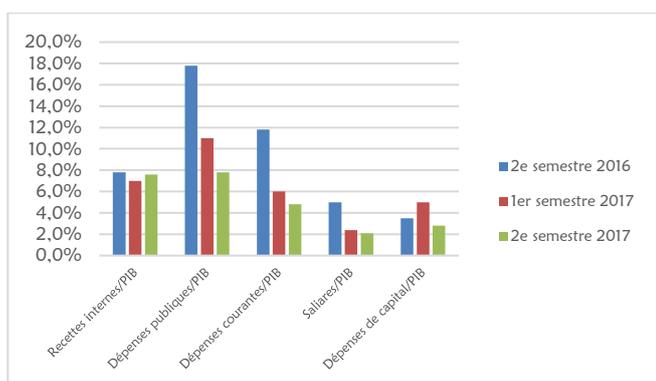
Graphique 1 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires



Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

S'agissant des autres indicateurs des finances publiques, on observe qu'en dehors du ratio dépenses de capital/PIB, tous ont une orientation favorable pour la soutenabilité des finances publiques.

Graphique 2 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)



Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

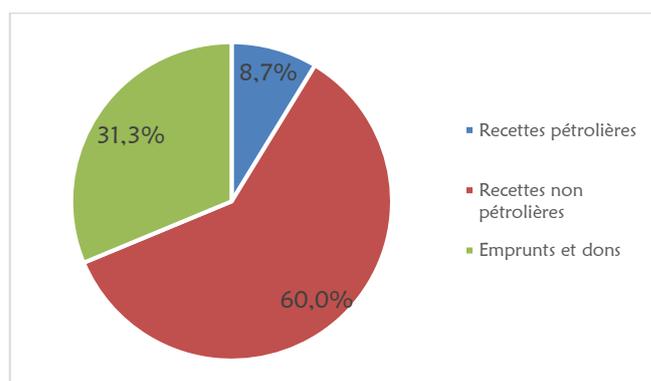
A. RECETTES BUDGETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2017, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les recettes totales internes sont de 1583,3 milliards, en hausse de 6,7% en glissement annuel et de 7,4% par rapport au premier semestre 2017. Cette évolution est attribuable au bon comportement des recettes non pétrolières : en hausse aussi bien par rapport au premier semestre 2017 (+8,9%) qu'en glissement annuel (+18,3%).

La bonne mobilisation des recettes non pétrolières est attribuable à la hausse des recettes de TVA, des impôts directs, des impôts sur le commerce international et des recettes non fiscales.

Les recettes pétrolières sont de 190,5 milliards au deuxième semestre 2017. Elles se sont repliées aussi par rapport au premier semestre 2017 qu'en glissement annuel.

Graphique 3 : Structure des recettes budgétaires internes au 2^{ème} semestre 2017



Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

Le poids des recettes non pétrolières sur les recettes totales est passé de 79,3% au deuxième semestre 2016 à 84,9% au deuxième semestre 2017.

Tableau 4 : Evolution de la structure des recettes

	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^e semestre 2017
Recettes totales (a+b)	1 483,4	1 473,8	1 583,3
a-Recettes pétrolières	306,5	424,9	195,4
b- Recettes non pétrolières	1 176,9	1 278,4	1 392,8
Impôts directs	264,4	330,4	297,0
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	51,1	62,2	59,9
Impôts sur le commerce international	174,6	177,4	221,5
Recettes de TVA	424,3	480,8	566,9
Recettes non fiscales	69,1	57,6	90,4

Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

B. DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses publiques s'élèvent à 2332 milliards au terme du deuxième semestre 2017. Elles sont en hausse de 11,1% en glissement annuel et de 42,5% par rapport au premier semestre 2017. L'évolution des dépenses publiques par rapport au 2^e semestre 2016 est imputable essentiellement à la hausse de 18,1% des dépenses courantes.

La hausse des dépenses courantes est tirée par les paiements des intérêts sur la dette publique (hausse de 68,2%).

L'évolution des dépenses budgétaires par rapport au premier semestre 2017 s'explique par le cycle budgétaire.

En s'établissant à 915 milliards au 2^e semestre 2017, les dépenses de capita ont diminué de 4,5% en glissement annuel.

Tableau 5 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat

	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^e semestre 2017
Dépenses publiques	2 099,6	1 633,6	2 332,0
1-Dépenses courantes	1 141,0	997,5	1 347,9
Salaires	456,0	430,0	475,8
Achat des biens et services	419,4	325,9	414,0
Transferts et subventions	237,2	66,0	186,4
2-Dépenses de capital	958,6	582,0	915,0
Dépenses sur financements extérieurs	250,8	284,4	489,0
Dépenses s/ressources propres	691,2	282,7	407,3

Source : Tableau de bord des finances publiques, mars 2018

III.2. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La signature du programme triennal entre le Cameroun et le FMI a pour objectif, dans le domaine monétaire et financier, le renforcement de la résilience du secteur financier et la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive.

3.2.1- EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES ET DE CREDIT

Par rapport au 1^{er} semestre 2017 (fin juin 2017), l'évolution de la situation monétaire au terme du deuxième semestre 2017 (ou à fin décembre 2017) s'est caractérisée, par : (i) une hausse des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur l'Etat; et (ii) un accroissement de 6% de la masse monétaire, reflétant l'évolution de ses contreparties.

La situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 5 163,8 milliards au 31 décembre 2017, en hausse de 7,1% par rapport à fin juin 2017.

3.2.2.1- Les agrégats monétaires

Au 31 décembre 2017, la masse monétaire M2 se chiffre à 4 407,3 milliards de francs, contre 4 158 milliards à fin juin 2017.

Par rapport au 30 juin 2017, l'évolution des composantes de la masse monétaire fait apparaître une hausse de 17,4% de la circulation fiduciaire (stock de billets et pièces en circulation). Les dépôts à vue collectés par les établissements de crédit augmentent de 6,2%. La quasi-monnaie (ou dépôts à terme et des comptes d'épargne) a replié de 0,4%.

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale, dont le poids passe de 42,9% à fin juin 2017 à 43% au 31 décembre 2017. La circulation fiduciaire passe de 20,0% à 22,2% dans la même

période. Par contre, le poids de la quasi-monnaie diminue passant de 37% au 30 juin 2017 à 34,8%.

Graphique 4 : Composantes de la masse monétaire



Source: BEAC

3.2.2.2- Les sources de création monétaire

a. Les avoirs extérieurs nets

Au deuxième semestre 2017 et par rapport à fin juin 2017, les avoirs extérieurs nets (AEN) progressent de 18,9% pour s'établir à 1970,1 milliards. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale.

En effet, en s'élevant à 1321,9 milliards les AEN de la banque centrale augmentent de 32,2% par rapport à fin juin 2017. Cette évolution est attribuable en partie au second acompte de 215 milliards au titre de l'appui budgétaire, à la faveur du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI le 26 juin 2017.

Les AEN des banques créatrices de monnaie s'élèvent à 648,2 milliards et diminuent de 1,2% par rapport au 30 juin 2017.

Le taux de couverture de la monnaie, qui rapporte les avoirs officiels en devises aux engagements à vue de la Banque centrale, s'est replié à 71% à fin décembre 2017, contre 70,1% à fin juin 2017. Au niveau sous régional, il s'est amélioré pour se situer à 58%.

b. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur est de 3193,6 milliards à fin décembre 2017 et enregistre un léger frémissement de 0,9% par rapport au 30 juin 2017. Cette évolution résulte de la hausse simultanée des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'Etat.

En se chiffrant à 145,2 milliards à fin décembre 2017, les créances nettes progressent de 12% par rapport au 30 juin 2017.

La Position Net du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 204,3 milliards. Cette situation s'est améliorée par rapport à fin juin 2017 et dénote des effets des mesures prises dans le cadre du programme triennal signé avec le FMI.

Au terme du deuxième semestre 2017, les crédits à l'économie progressent de 0,4% par rapport à fin juin 2017 pour se chiffrer à 3 048,5 milliards. Cette légère hausse, dans un contexte d'implémentation d'une politique monétaire restrictive dans le cadre du programme économique et financier triennal, s'explique par la baisse de 7,1% des crédits octroyés aux entreprises publiques non financières.

Tableau 6 : Situation monétaire large à fin décembre 2017 (en milliards de FCFA)

	déc.-16	juin-17	déc.-17
Contreparties de la masse monétaire	4 794,3	4 821,3	5 163,8
Avoirs Extérieurs Nets	1 706,4	1 656,3	1 970,1
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 105,8	999,9	1 321,9
Avoirs extérieurs nets des BCM	600,6	656,4	648,2
Crédit intérieur	3 087,9	3 165,0	3 193,6
Créances nettes sur l'Etat	116,7	129,7	145,2
Position nette du gouvernement	172,0	221,2	204,3
Crédit à l'économie	2 971,2	3 035,3	3 048,5
Crédit au secteur privé non financier	2 766,2	2 815,4	2 834,4
Crédit aux entreprises publiques non financières	165,1	157,2	146,1
Sources de création monétaire	4 794,3	4 821,3	5 163,8
Masse monétaire (M2)	4 163,1	4 158,0	4 407,3
Circulation fiduciaire	904,7	833,3	977,9
Monnaie scripturale	1 773,2	1 784,7	1 895,3
Quasi-monnaie	1 485,2	1 540,0	1 534,0
Autres postes nets	631,2	663,3	756,5

Source : BEAC

3.2.2- SECTEUR BANCAIRE

Le degré d'intermédiation, mesuré en rapportant l'encours des crédits sur les dépôts a fléchi à 82,78% au 31 décembre 2017 contre 85% à fin juin 2017 et 86,34% au 31 décembre 2016.

a- Dépôts de la clientèle

Au terme du deuxième semestre 2017, les dépôts augmentent de 5,9% par rapport à fin juin 2017 se chiffrant à 4 012,1 milliards.

L'accroissement des dépôts est soutenu par les administrations publiques centrales (contribution de 4,9% à la croissance des dépôts), les entreprises privées (contribution de 1,2%) et les particuliers (1,1%). Les dépôts des entreprises publiques (contribution de -1,5%) ainsi que ceux des organismes publics

(contribution de -1,6%) ont ralenti la croissance des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 31 décembre 2017, soit 1553 milliards. Cela représente 38,7% du total des dépôts contre 39,9% au 30 juin 2017. Ils sont suivis par les entreprises privées (23,3%), les administrations publiques centrales (11,8%), les entreprises publiques (5,6%), les organismes publics (4,1%) et les administrations privées (3,9%).

Tableau 7 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc. 2016	Juin 2017	Déc. 2017	Poids en déc. 2017 (%)
Administrations publiques centrales	280,9	289,3	473,1	7,6
Administrations publiques locales	22,6	19,2	19,2	0,5
Organismes publics	192,1	228,1	166,1	6,0
Administrations privées	141,2	147,8	155,0	3,9
Entreprises publiques	266,4	282,7	224,8	7,5
Entreprises privées	830,1	887,1	933,4	23,4
Sociétés d'assurance et de capital	124,6	118,3	145,6	3,1
Entreprises individuelles	106,2	100,4	113,8	2,6
Particuliers	1 473,3	1 510,4	1 553,0	39,9
Divers	223,8	206,1	228,1	5,4
TOTAL	3 661,2	3 789,4	4 012,1	

Source: BEAC

Au 31 décembre 2017 et par rapport à fin juin 2017, tous les types de dépôts sont en hausse. La progression des dépôts à régime spécial est la plus faible (4,3%). Les dépôts à vue représentent 77,6% du total des dépôts contre 14,8% pour les dépôts à terme.

Tableau 8 : Dépôts de la clientèle par nature (en milliards)

Libellés	Déc.-16	Juin-17	Déc.-17	Poids en Juin-17 (en %)
Dépôts à régime spécial	276,9	292,2	305,1	7,6
Dépôts à terme	500,6	560,8	595,1	14,8
Dépôts à vue	2 883,6	2 936,2	3 111,9	77,6
TOTAL	3 661,1	3 789,4	4 012,1	100

Source: BEAC

b- Encours des crédits

Au terme du deuxième semestre 2017, l'encours des crédits s'élève à 3 321,5 milliards, soit une hausse de 3,1% par rapport au 30 juin 2017.

Par rapport au 30 juin 2017, l'évolution des crédits est soutenue par ceux octroyés aux entreprises aux administrations publiques centrales (+92,4%) et aux entreprises individuelles (+17,4%).

Tableau 9 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc. 2016	Juin 2017	Déc. 2017	Déc. 2017 Poids en (%)
Administration publique centrale	36,2	139,0	267,4	8,05
Administration publique locale	1,5	4,9	1,4	0,04
Organismes publics	17,7	0,8	0,0	0,00
Administrations privées	24,8	33,3	30,2	0,91
Entreprises publiques	208,7	165,1	152,4	4,59
Entreprises privées	2 263,8	2 232,0	2 233,5	67,24
Sociétés d'assurance et de capital	4,1	4,2	3,2	0,10
Entreprises individuelles	119,8	126,1	148,1	4,46
Particuliers	477,6	496,2	444,6	13,39
Divers	7,0	19,5	40,7	1,23
Total	3 161,2	3 221,1	3 321,5	

Source: BEAC

Au 30 novembre 2017, ces crédits financent surtout les branches d'activité suivantes : « bâtiments et travaux publics », soit 491 milliards (représentant 20,7% du total de crédits) ; « commerce, restauration et

hôtellerie » (17,4%) ; « transport, activités auxiliaires de transport et télécommunications » (16,5%) ; « agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%) ; « production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,7%) ; « Industries extractives » (11,1%).

Au deuxième semestre 2017 et selon la durée, les crédits à long terme pèsent 3,5% du total des crédits dispensés par les banques. Les crédits à moyen terme représentent 40,1% du

total des crédits octroyés. Les crédits à court terme ont un poids de 30,4% des crédits distribués.

La situation des normes prudentielles se présente ainsi qu'il suit pour les 14 banques en activité au Cameroun: 12 banques présentent des fonds propres positifs ; 11 banques respectent le ratio de solvabilité ; 10 respectent le ratio de couverture des immobilisations, de liquidité et de transformation à long terme.

III.3. COMMERCE EXTERIEUR

En glissement annuel, le déficit commercial du Cameroun s'est creusé de 40 milliards au second semestre 2017 pour s'établir à -710 milliards. La détérioration du solde commercial est imputable à une réduction des exportations (-101 milliards) plus importante que celles des importations (-61 milliards). Le taux de couverture est passé de 60,5% à 56,6% dans la même période.

Tableau 10 : Balance commerciale au second semestre 2017

	2 ^e semestre 2016		2 ^e semestre 2017	
	Q	V	Q	V
EXPORTATIONS	3 450	1 027	3 216	926
dont pétrole	1 971	348	1 675	348
hors pétrole	1 479	679	1 541	578
IMPORTATIONS	4 449	1 697	4 353	1 636
dont pétrole	845	194	446	110
hors pétrole	3 603	1 503	3 906	1 526
BALANCE COMMERCIALE (BC)		-670		-710
BC hors pétrole		-824		-948
TAUX DE COUVERTURE (TC)		60,5%		56,6%
TC hors pétrole		45,2%		37,9%

Source : DGD/SYDONIA

Hors pétrole et en se situant à 948 milliards, l'aggravation du déficit est relativement plus importante, 124 milliards dans la période sous-revue. Le taux de couverture passe de 45,2% au deuxième 2016 à 37,9% au 2^{ème} semestre 2017.

Le solde commercial s'est détérioré avec l'Afrique Occidentale (-190 milliards contre -66 milliards) et l'Union Européenne (-72 milliards contre +44 milliards de FCFA). Par ailleurs l'on note une amélioration des résultats avec l'Asie

Orientale (-225 milliards au second semestre 2017 contre -315 milliards).

3.3.1- LES EXPORTATIONS

3.3.2.1- Evolution globale

Au second semestre 2017, les exportations ont baissé aussi bien en volume qu'en valeur par rapport au deuxième semestre 2016. En effet, le Pays a exporté pour une valeur de 926 milliards contre 1 027 milliards au deuxième semestre 2016.

Tableau 11 : Evolution globale des exportations
Q (quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

RUBRIQUES	1 ^{er} semestre		2 ^e semestre	
	Q	V	Q	V
2016	3 945	933	3 450	1 027
2017	3 267	953	3 216	926
Variations absolues 2017/2016	-678	21	-234	-101
Variations relatives 2017/2016	-17,2%	2,2%	-6,8%	-9,8%

Source : DGD/SYDONIA

L'évolution des exportations est imputable aux échanges des biens hors produits pétroliers, qui reculent de 14,9%. Par contre, si les exportations de pétrole brut sont quasi-stables, celles des carburants et lubrifiants se sont envolées de +61,8%.

Tableau 12 : Evolution globale des exportations : globale et hors produits pétroliers

Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

	2 ^e semestre 2016		2 ^e semestre 2017		variations relatives 2sem17/2sem16	
	Q	V	Q	V	Q	V
Total exportations	3 450	1027	3 216	926	-6,8%	-9,8%
Dont Pétrole brut	1 971	348	1 675	348	-15,0%	0,0%
Carburant et lubrifiants	159	31	188	51	17,8%	61,8%
Export Hors Pétrole brut	1 479	679	1 541	578	4,2%	-14,9%
hors Pétrole brut / Carburant et lubrifiants	1 328	648	1 353	527	2,5%	-18,6%

Source : DGD/SYDONIA

Au deuxième semestre 2017, le Cameroun a exporté 1 675 milles tonnes de pétrole brut

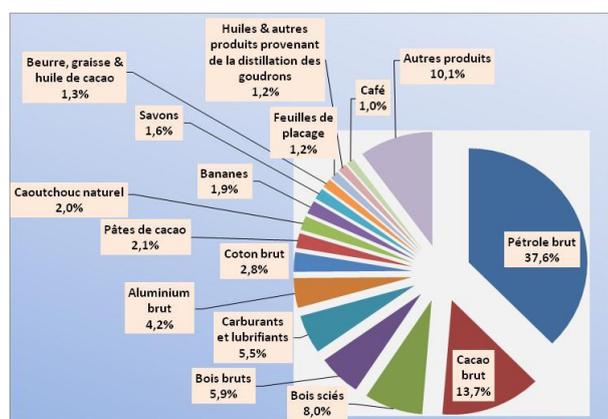
contre 1 971 milles tonnes soit une baisse de 15,0% en volume. Par contre l'on note une stagnation en valeur consécutive à une hausse de la valeur unitaire (+17,6%).

La baisse des exportations hors produits pétroliers est principalement attribuable aux produits tels que le cacao brut (-51,7%), le bois scié (-13,7%), l'aluminium brut (-12,8%), le Coton (-15,3%), et la banane (-13,6%) et le café (-20,4%). Elle a été atténuée par la hausse des exportations des huiles & autres produits provenant de la distillation des goudrons, de bois bruts (+24,3%), de savon (+34,0%) et de produits dérivés de cacao (pâtes de cacao, beurre, graisse et huiles de cacao).

3.3.2.2- Principaux produits d'exportation et leurs destinations

La structure des exportations du Cameroun au second semestre 2017 indique qu'elles continuent de reposer sur les produits traditionnels tels que les produits pétroliers, le cacao en fève, le bois (brut et scié), l'aluminium, le coton, la banane, le caoutchouc et le café. Les 15 premiers produits exportés représentent 90% des valeurs exportées.

Graphique 5 : Part en valeur des principaux produits exportés au second semestre 2017



Source : DGD/SYDONIA

• Les huiles brutes de pétrole :

Les huiles brutes de pétrole ont représenté au second semestre 2017, environ 38% de la valeur des exportations totales et reste le premier produit à l'exportation. Les ventes sont évaluées à 348 milliards de FCFA en stagnation par rapport à la même période en. Dans le même temps les volumes ont décliné, passant de 1 971 mille tonnes à 1 675 mille tonnes soit une baisse de 15,0%. Ce produit a été principalement exporté vers l'Inde (31,5%), la Chine (21,2%), la France (16,4%), l'Italie (11,9%), les Pays-Bas (10,4%) et l'Espagne (8,5%).

• Le cacao brut en fève :

Au second semestre 2017, le cacao brut en fèves se maintient au rang des principales exportations camerounaises avec des ventes établies à 127 milliards de FCFA pour 113 mille tonnes et ce malgré une baisse de 51,7% en valeur et 38,4% en volume. Les Pays-Bas restent le principal client avec 54,4% des parts suivis de la Belgique (11,8%), de la Malaisie (11,0) et de l'Indonésie (8,9%).

• Le bois brut

Au second semestre 2017, le bois brut reste l'un des principaux produits à l'exportation avec 459 mille tonnes pour 55 milliards de FCFA. On observe une hausse des exportations de 4,3% en volume et 5,9% en valeur par rapport au premier semestre 2016. Le bois brut est exporté essentiellement en Asie avec comme destinations privilégiées la Chine (49,5%), le Vietnam (40,3%) et le Bangladesh (6,1%).

• Le bois scié

Les exportations de bois scié sont en baisse tant en volume (-4,6%) qu'en valeur (-13,7%) par rapport au second semestre 2016. Effet, le Cameroun a exporté 245 mille tonnes de bois

scié au second semestre 2017 contre 257 mille tonnes en glissement annuel, pour une valeur totale de 74 MdF contre 86 MdF. Les destinations de ce produit sont assez diversifiées mais l'on retrouve en tête La Belgique (20,6%), la Chine (16,9%), l'Italie (10,0%), la France (6,5%), les Etats Unis (6,2%), la Grande Bretagne (,9%) et le Sénégal (5,5%).

- **L'aluminium brut**

Le Cameroun a exporté au second semestre 2017, un volume de 41 mille de tonnes d'aluminium brut correspondant à 39 milliards de FCFA. Le produit se maintien ainsi au rang des principaux produits exportés malgré la baisse en volume (-8,3%) et en valeur (-12,8%). Il est essentiellement allé vers l'Union Européenne et principalement en Italie (93,4%) et aux Pays-Bas (5,1%).

- **Les carburants et lubrifiants :**

Les exportations des carburants et lubrifiants ont connu, au second semestre 2017, une hausse significative de 17,8% en volume et 61,8% en valeur, se fixant à 188 mille tonnes pour 51 milliards de FCFA. Les principales destinations de ces produits sont : le Sénégal (20,0%), le Gabon (17,2%), la RDC (15,7%), la Guinée Equatoriale (14,4%) et le Togo (12,5%).

En dehors des principaux produits énumérés ci-dessus, le Cameroun a également exporté au second semestre de 2017 :

Le coton (27 mille tonnes pour 26 milliards de FCFA) exporté vers le marché asiatique : Bangladesh (60,5%), Indonésie (11,0%), Malaisie (8,5%) et Inde (19,1%). L'on observe une baisse de 25,3% en volume et de 15,3%.

La banane (132 mille tonnes pour 17 milliards de FCFA) destinée essentiellement à l'Union Européenne avec comme principaux pays clients la Belgique (+48,5%), la France

(21,1%), l'Italie (19,4%) et la Grande Bretagne (9,9%).

La pâte de cacao (12 mille tonnes pour 19 milliards de FCFA). Les expéditions de ce produit sont principalement réparties entre les Etats-Unis d'Amérique (41,0%), la France (23,7%), l'Allemagne (19,1%), la Malaisie (7,7%) et l'Italie (5,9%).

Le caoutchouc naturel : (24 mille tonnes pour 18 milliards de FCFA), destiné à divers pays dont les Etats-Unis d'Amérique (23,2%), l'Espagne (12,6%), les Pays-Bas (11,0%), l'Allemagne (10,9%), la Belgique (10,9%) et l'Italie (11,3%).

Le café : (9 mille tonnes pour 10 milliards de FCFA) exporté vers le Portugal (22,9%), l'Algérie (18,1%), la Belgique (17,1%), l'Italie (8,0%), l'Allemagne (7,8%) et la Russie(6,7%).

3.3.2- LES IMPORTATIONS

3.3.3.1- Evolution globale

Le Cameroun a importé les biens au cours du deuxième semestre 2017, pour une valeur de 1 636 milliards de FCFA contre 1 697 milliards au deuxième semestre 2016.

Tableau 13 : Evolution globale des importations
Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

RUBRIQUES	1er semestre		2e semestre	
	Q	V	Q	V
2016	3 560	1 399	4 449	1 697
2017	3 285	1 335	4 353	1 636
Variations absolues 2017/2016	-275	-64	-96	-61
Variations relatives 2017/2016	-7,7%	-4,5%	-2,2%	-3,6%

Source : DGD/SYDONIA

La baisse des importations en valeur est accentuée par celle du pétrole brut qui enregistre un recul de 43,4%. Hors pétrole brut l'on relève une hausse de 1,6% à mettre entre autres à l'actif des importations de

carburants et lubrifiants qui évoluent de +125,0% en valeur.

Tableau 14 : Evolution des importations : globale et hors produits pétroliers

Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

	2 ^e semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		variations relatives 2sem17/2sem16	
	Q	V	Q	V	Q	V
Total importations	4 449	1 697	4 353	1 636	-2,2%	-3,6%
<i>Dont Pétrole brut</i>	<i>845</i>	<i>194</i>	<i>446</i>	<i>110</i>	<i>-47,2%</i>	<i>-43,4%</i>
<i>Carburant et lubrifiants</i>	<i>185</i>	<i>63</i>	<i>411</i>	<i>141</i>	<i>122,2%</i>	<i>125,0%</i>
<i>Import Hors Pétrole brut</i>	<i>3 603</i>	<i>1 503</i>	<i>3 906</i>	<i>1 526</i>	<i>8,4%</i>	<i>1,6%</i>
<i>hors Pétrole brut / Carburant et lubrifiants</i>	<i>3 418</i>	<i>1 440</i>	<i>3 496</i>	<i>1 385</i>	<i>2,3%</i>	<i>-3,8%</i>

Source : DGD/SYDONIA

Le recul des importations est imputable à celui des achats à l'extérieur des noyaux d'utilisation ci-après : « Equipements industriels » (-32,7%), « Produits bruts d'origine minérale ou autres » (-41,2%), « consommation des entreprises » (-13,8%), « demi-produits » (-5,0%). Dans le même temps, l'on a observé une hausse des importations des « Energie et lubrifiants » (-98,7%), « Alimentation-Boissons-Tabacs » (+31,0%), « Produits bruts d'origine animale ou végétale » (+6,3%) et « Equipement agricole » (+8,9%).

Tableau 15 : Importations par noyaux d'utilisation
Q (quantités) en milliers de tonnes et V (valeurs) en milliards de FCFA

Noyaux	2 ^e semestre 2016			2 ^e semestre 2017		
	Q	V	Part en Valeur %	Q	V	Part en Valeur %
0: Alimentation-Boissons-Tabacs	568,3	226,6	13,4%	793,4	296,8	18,1%
1: Energie et lubrifiants	224,6	77,0	4,5%	439,9	153,1	9,4%
2: Produits bruts d'origine animale ou végétale	379,4	68,1	4,0%	404,1	72,4	4,4%
3: Produits bruts d'origine minérale ou autres	1 007,8	201,4	11,9%	625,1	118,5	7,2%
4: Demi-produits	1 821,2	284,1	16,7%	1 617,5	270,0	16,5%
5: Matériel de transport	78,9	126,1	7,4%	104,7	125,3	7,7%
6: Equipement agricole	1,3	2,6	0,2%	1,1	2,8	0,2%
7: Equipement Industriel	60,6	294,5	17,4%	55,8	198,2	12,1%
8: Consommation des ménages	145,1	183,0	10,8%	163,0	198,0	12,1%
9: Consommation des entreprises	161,8	233,4	13,8%	148,1	201,2	12,3%
Total général	4 448,9	1 696,7	100,0%	4 352,8	1 636,2	100,0%

Source : DGD/SYDONIA

3.3.3.2- Principaux produits importés et leur origine

Le Cameroun importe une gamme assez variée de produits mais certains dominent tant en volume qu'en valeur. Les cinq premiers produits couvrent 31% des importations au second semestre 2017.

- **Les carburants et lubrifiants**

Avec une hausse de 122,0% en volume et 125,0% en valeur, les carburants et lubrifiants se hissent au premier rang des produits importés au second semestre 2017. Les importations se situent à 141 milliards de FCFA pour 411 mille tonnes contre 63 milliards de FCFA pour 185 mille tonnes en glissement annuel. Ce produit provient principalement du Togo (58,1%), des Pays-Bas (11,3%), de la Belgique (3,9%) et de la Côte d'Ivoire (3,6%).

- **Le riz**

Avec la hausse enregistrée tant en volume (+45,1%) qu'en valeur (+57,5%), le riz se maintient au rang des principales importations camerounaises avec des importations de 486 mille tonnes pour une valeur de 124 milliards de FCFA au second semestre 2017. Presque tout le riz importé au Cameroun provenait de l'Asie Orientale dont Thaïlande (79,3%), Inde (10,1%), Myanmar (3,7%) et Chine (3,5%).

- **Les huiles brutes de pétrole**

Le pétrole brut traditionnel produit phare des importations, recule de deux places et se retrouve à la troisième place. Il représente au second semestre 2017 près de 6,7% du total des importations camerounaises en valeur contre 11,4% en glissement annuel. Ce produit a connu une baisse en volume (-47,2%) mais une baisse en valeur (-43,4%). Les volumes importés sont passés de 845 mille tonnes à 446 mille tonnes et les valeurs de 194 milliards

de FCFA à 110 milliards de FCFA au second semestre 2017.

L'essentiel du pétrole brut importé provient toujours du Nigéria (90%) et le reste de la Guinée Equatoriale (10%).

- **Les médicaments**

Au second semestre 2017, le Cameroun a importé pour 64 milliards de FCFA de médicaments contre 47 milliards de FCFA en glissement annuel ; soit une hausse de 36,6%. Les fournisseurs du Cameroun sont assez diversifiés. Les importations en valeurs sont venues principalement de l'Inde (36,0%), de la France (24,5%), de la Chine (11,0%), du Maroc (4,2%), de l'Allemagne (4,0%) et de l'Espagne (2,7%).

- **Les poissons congelés**

Les importations de poissons congelés connaissent une baisse de 11,8% en volume et de 8,1% en valeur et se situent à 63 milliards de FCFA pour 92 mille tonnes contre 69 milliards de FCFA pour 104 mille tonnes. Les origines du poisson congelé importé au Cameroun sont largement diversifiées et couvrent presque tous les continents avec une domination de l'Afrique. Au second semestre 2017, les principaux pays fournisseurs sont dans l'ordre : la Mauritanie (31,2%), la Chine (14,0%), l'Argentine (11,0%), le Sénégal (10,5%), le Maroc (8,8%) et l'Afrique du Sud (4,7%).

- **Le blé**

Le blé reste parmi les produits les plus importés au Cameroun avec l'accroissement de 3,7% en

volume et 8,1% en valeur au second semestre 2017. Les importations se situent à 52 milliards de FCFA pour 343 mille tonnes. Le blé importé provient principalement de la Russie (39,9%), de la France (27,6%) et du Canada (25,2%).

- **Le clinker**

Au second semestre 2017, les importations de clinker se sont établies à 44 milliards de FCFA (1 039 milles tonnes) contre 52 milliards de FCFA (1 212 milles tonnes) en glissement annuel soit une baisse de 15,6% en valeur et 14,3% en volume.

Les principaux pays fournisseurs du Cameroun sont l'Espagne (52,0%), le Portugal (22,2%), le Maroc (10,8%) et la Turquie (7,4%).

- **Les véhicules de tourisme**

Le second semestre 2017 a été marqué par un recul des importations de véhicules de tourisme. 16 481 pour une valeur de 35 milliards de FCFA ont été importés contre 23 008 pour une valeur de 46 milliards en glissement annuel soit une variation relative de -28,4% en volume et -23,6% en valeur.

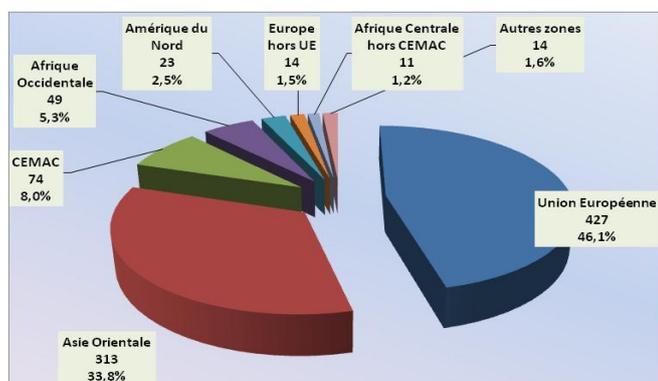
Le Japon (61,4%) est la principale origine des véhicules de tourisme importés au Cameroun. Les autres pays importants sont : l'Allemagne (8,3%), la Corée du Sud (5,6%), l'Afrique du Sud (3,9%), les Etats Unis (3,7%) et la France (2,6%).

3.3.3- ORIENTATION GEOGRAPHIQUE

Le Cameroun exporte ses produits vers toutes les zones géographiques mais l'essentiel va vers l'Union Européenne et l'Asie orientale. En effet

ces deux zones représentent au second semestre 2017, environ 80% des exportations du Cameroun en valeur.

Graphique 6 : Exportations par zones géographiques



Source : DGD/SYDONIA

Avec 46% des parts en valeurs, l'Union Européenne est la principale destination des produits camerounais. Elle aura importé en valeur 427 milliards de FCFA au deuxième semestre 2017. L'Asie Orientale arrive en deuxième position avec 33,8% des parts en valeur. La CEMAC vient en troisième position avec 8,0%¹⁴ des exportations en valeur suivie de l'Afrique Occidentale (5,3%) et l'Amérique du Nord (2,5%).

Les principaux clients du Cameroun sont : la Chine (12,7%), l'Inde (12,2%), les Pays-Bas (12,0%), l'Italie (10,7%), la France (10,1%), la Belgique (5,7%), l'Espagne (4,5%), le Vietnam (2,9%), les Etats-Unis d'Amérique (2,5%), le Gabon (2,4%), la Malaisie (2,1%) et le Bangladesh (2,0%).

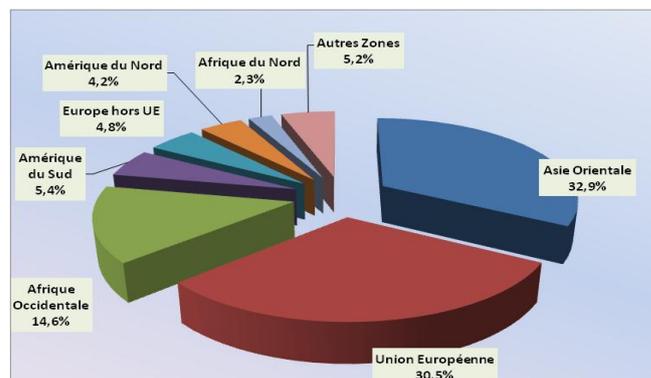
Enfin la baisse relevée des exportations camerounaises est consécutive à celle à destination de certains pays dont les Pays-Bas (-40,5%), l'Afrique du Sud (-99,3%), l'Espagne (-50,6%), la Malaisie (-43,0%), la

¹⁴ Ce taux doit toutefois être relativisé car il faut tenir compte du volume des exportations non enregistrées

Belgique (-21,1%) et l'Italie (-11,7%). L'on relève par contre une hausse des expéditions vers la Chine (+92,7%), la France (+16,9%), le Togo (109,4%), le Gabon (+66,3%), la Guinée Equatoriale (+189,3%), le Sénégal (+83,8%) et la RDC (+232,7%).

Les importations du Cameroun se singularisent par la grande diversité des zones géographiques d'origines. Au second semestre 2017, près de 32,9% des importations se sont effectuées avec l'Asie Orientale, 30,5% avec l'Union Européenne, 14,6% avec l'Afrique Occidentale et 5,4% avec l'Amérique du Nord.

Graphique 7 : Importations par zones géographiques



Source : DGD/SYDONIA

Le Cameroun a importé les produits de plus d'une centaine de pays. Les plus importants sont dans l'ordre : la Chine (15,9%), la France (9,4%), le Nigéria (6,9%), la Thaïlande (6,6%), le Togo (5,0%), l'Inde (3,9%), l'Allemagne (3,9%), les Etats-Unis d'Amérique (3,2%), l'Espagne (3,2%), l'Italie (2,5%), les Pays-Bas (2,5%), la Belgique (2,4%), le Japon (2,1%), le Brésil (2,1%) et la Russie (2,0%).

III.4. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES

Au deuxième semestre 2017, les prix à la consommation finale des ménages ont connu une hausse de 0,6% par rapport au premier semestre 2017.

En glissement annuel, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se redresse de 0,7%.

Par fonctions de consommation, les prix de onze des douze composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au 1^{er} semestre 2017 qu'en glissement annuel.

Seul, l'indice des prix des aliments achetés au restaurant et des services d'hôtel a diminué de 0,1% par rapport au premier semestre 2017.

L'indice des prix des « produits alimentaires et boissons non alcooliques » a augmenté de 1,6% par rapport au premier semestre 2017 et de 0,6% en glissement annuel. Cette progression a été entraînée principalement par les prix des produits alimentaires, qui ont affiché une hausse de 1,5 % par rapport au premier semestre 2017.

En se situant à 122,2, l'indice des prix des « boissons alcoolisées et tabac » progresse de 1,5% par rapport au deuxième semestre 2016.

L'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a progressé de 1,1 % par rapport à son niveau du deuxième semestre 2016.

Les consommateurs ont payé 1 % de plus pour les communications au deuxième semestre 2017 comparé au niveau enregistré au deuxième semestre 2016. Toutefois, le niveau reste relativement faible par rapport à celui observé en 2011.

L'indice des prix des biens et services divers en se situant à 110,8 au deuxième semestre 2017,

augmente de 1,1% par rapport au premier semestre 2017 et de 1,8% en glissement annuel.

Tableau 16 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages

Fonction de consommation	2e sem. 2016	1er Sem. 2017	2e sem. 2017	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	111,1	110,1	111,8	1,6	0,6
Produits alimentaires	111,2	110,2	111,8	1,5	0,6
Boissons non alcoolisées	108,3	108,8	108,9	0,1	0,6
Boissons alcoolisées et tabacs	120,4	121,7	122,2	0,4	1,5
Articles d'habillement et chaussures	105,7	106,1	106,5	0,4	0,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	113,4	114	114,7	0,6	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,2	106,3	106,5	0,2	0,3
Santé	101,7	102	102,1	0,1	0,4
Transports	120	120,8	120,8	0,0	0,6
Communications	89,1	90	90,0	0,0	1,0
Loisirs et culture	103,2	103,4	103,8	0,4	0,6
Enseignement	113,2	113,5	114,3	0,7	1,0
Restaurants et hôtels	118,9	119,7	119,6	-0,1	0,6
Biens et services divers	108,8	109,6	110,8	1,1	1,8

Source : INS

La hausse des prix est aussi bien locale qu'importée

Par groupe secondaire de produits, toutes les composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au premier semestre 2017 qu'en glissement annuel.

La hausse des prix s'explique aussi bien par l'évolution des prix des produits locaux (+0,7%) que par celle des prix des produits importés (+0,87%).

L'indice des produits frais enregistre la plus forte hausse au deuxième semestre 2017: +2,1% par rapport au premier semestre 2017 et +1,3% par rapport au deuxième semestre 2016. Il en est de même de l'indice des prix des produits du primaire : +1,9% par rapport au premier semestre 2017 et +1,1% en glissement annuel.

Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits

Groupe secondaire de produits	2e sem. 2016	1er Sem. 2017	2e sem. 2017	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	112,3	112,3	113,1	0,70	0,70
Produits importés	105,2	105,3	106,1	0,78	0,87
Energie	107,8	107,9	107,9	0,00	0,09
<i>Produits pétroliers</i>	107,8	107,9	108,2	0,23	0,32
Produits frais	116,7	115,8	118,2	2,10	1,31
Hors produits frais et énergie	109,3	109,6	110,1	0,41	0,69
Primaire	115,1	114,2	116,4	1,88	1,09
Secondaire	104,7	104,8	105,1	0,32	0,41
Tertiaire	112,5	113,2	113,4	0,16	0,79
Durable	106,1	106,1	106,3	0,19	0,19
Non-durable	110,6	110	111,4	1,24	0,69
Semi-durable	105,1	105,6	106,0	0,41	0,89
Services	112,6	113,3	113,5	0,16	0,78

Source : INS

Bertoua et Maroua, villes les plus chères

Sur le plan spatial, les prix ont augmenté au deuxième semestre 2017 dans neuf des dix régions aussi bien par rapport au premier semestre 2017 qu'en glissement annuel.

En situant à 110,6, l'indice des prix à Yaoundé recule de 0,1% par rapport au premier semestre 2017 mais progresse de 0,4% en glissement annuel.

En glissement annuel, la hausse des prix est relativement importante à Bertoua (+3,3%) et à Maroua (+2,3%). Par rapport au premier semestre 2017, l'indice des prix a augmenté de 2% à Maroua et de 2,2% à Bertoua.

Tableau 18 : Evolution de l'indice des prix (base 100, année 2011) dans les chefs-lieux des régions

	2e sem. 2016	1er Sem. 2017	2e sem. 2017	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	110,2	110,7	110,6	-0,1	0,4
Douala	110,7	110,8	111,0	0,2	0,3
Bafoussam	110,5	109,9	111,7	1,6	1,1
Bamenda	110,5	110,0	111,1	1,0	0,5
Garoua	109,4	109,1	110,7	1,5	1,2
Maroua	109,5	109,9	112,1	2,0	2,3
Ngaoundéré	108,5	108,2	108,9	0,7	0,4
Bertoua	110,1	111,3	113,7	2,2	3,3
Buea	112,5	112,0	113,3	1,2	0,7
Ebolowa	112,5	113,1	113,4	0,3	0,8
National	110,5	110,6	111,3	0,6	0,7

Source : INS

IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

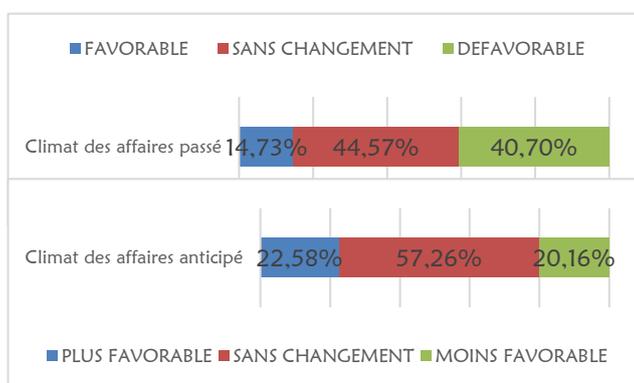
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats présentés ici sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au cours du mois de mars 2018 auprès de 267 entreprises camerounaises.

Un semestre rude pour les entreprises ...

D'après les chefs d'entreprise interrogés, le climat des affaires au deuxième semestre a été dans l'ensemble défavorable. En effet, le solde d'opinion (différence entre les dirigeants ayant déclaré un climat des affaires favorable et ceux l'ayant reconnu défavorable) est de -25,97%. La tendance s'est donc dégradée par rapport à celle du semestre précédent, où ce solde était de -19,89%. Les secteurs les plus touchés sont ceux de l'industrie et de l'artisanat, puisque moins de 10% des chefs d'entreprise concernés ont trouvé le climat des affaires favorable.

Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du Climat des affaires



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

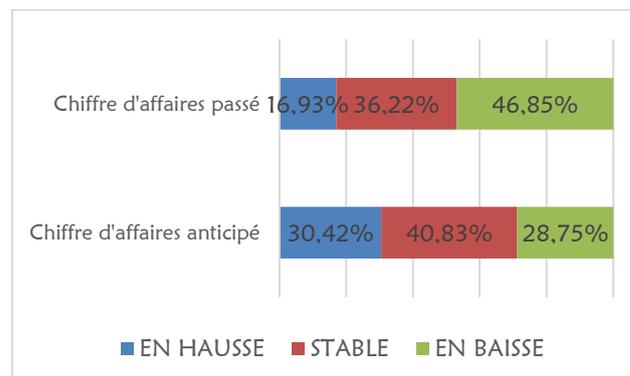
A la question de savoir ce qui aurait affecté leur activité au cours de la période, les chefs d'entreprises interrogés évoquent au premier plan la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. D'autres raisons ont également été évoquées par les opérateurs économiques. Il s'agit entre autres du non-paiement des factures par les donneurs d'ordre, principalement l'Etat et les administrations publiques, de la multiplication

des délestages, l'insécurité et la faiblesse de la demande.

... Reflétée par la chute du chiffre d'affaires ...

Au second semestre 2017, le chiffre d'affaires a connu une tendance à la baisse, d'après l'opinion des chefs d'entreprises interrogés (solde d'opinion de -29,92%). La principale raison évoquée à l'unanimité est la variation du niveau des commandes, même si pour les entreprises de commerce, la variation des prix a également participé à la variation observée du chiffre d'affaires.

Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du chiffre d'affaires



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

... et pour cause, des commandes à la baisse ...

Le niveau des commandes a été à la baisse pour 43,72% des chefs d'entreprise interrogés (contre 39,3% d'opinion exprimée au premier semestre) et en hausse pour 17,81% d'entre eux.

... mais aussi une production en baisse

La production des entreprises a connu une baisse. En effet, 35,4% des chefs d'entreprise interrogés ont affirmé enregistrer une baisse de leur production contre 16,8% constatant plutôt une hausse. Ceci a eu pour effet, la baisse des niveaux de stocks, inférieurs à la normale sur la période.

Les entreprises utilisent à peine la moitié de leurs capacités de production avec des taux d'utilisation des capacités de production tournant autour de 52,25%, quoique celles-ci sont suffisantes et peuvent leur permettre de faire aisément face à une augmentation d'activité.

... et ce, malgré la baisse des coûts de production...

Les coûts de production ont connu une tendance baissière puisque 26,92% des chefs d'entreprise interrogés affirment avoir observé une baisse de leurs coûts, contre 19,78% pour qui ils ont été à la hausse. Dans le détail, les coûts de l'énergie ont particulièrement pesé sur les entreprises, ainsi que les coûts d'approvisionnement.

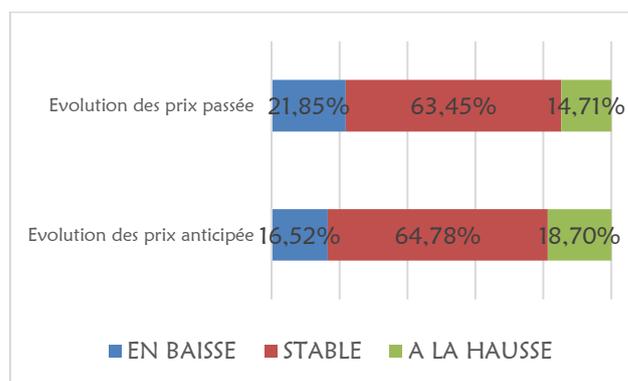
... toutefois, les conditions d'approvisionnement ont été difficiles

Les conditions d'approvisionnement ont été particulièrement difficiles au cours du second semestre. Seuls 7,4% des chefs d'entreprises interrogés les ont jugées faciles. A la question de savoir quels aspects changer pour améliorer les conditions d'approvisionnement, les responsables d'entreprises ont évoqué les conditions de transport, notamment l'état des routes, les tracasseries policières, le monopole de certains fournisseurs, les taxes et l'insuffisance de moyens financiers.

Des prix de vente ont baissé ...

Les prix pratiqués par les entreprises sont restés stables au second semestre 2017. Néanmoins, la tendance a été à la baisse puisque pour 21,8% des chefs d'entreprise interrogés, ils l'ont été contre 14,7% qui ont affirmé avoir augmenté leurs prix.

Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des prix de vente



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

D'après les prévisions des chefs d'entreprise, la tendance observée sera très légèrement inversée puisque 16,5% pensent que les prix vont continuer de baisser contre 18,7% d'entre eux qui envisagent une augmentation. A la question de savoir ce qui pourrait occasionner la probable variation des prix, ils évoquent une répercussion des coûts et taxes sur les prix, mais aussi des changements dans la demande.

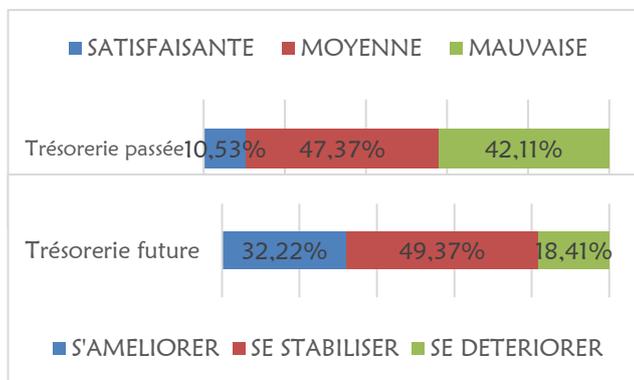
Une situation financière fâcheuse ...

Pour les chefs d'entreprise interrogés, la situation financière de leur entreprise s'est détériorée sur la période. En effet, pour 49,0% d'entre eux, la situation financière est jugée mauvaise, contre seulement 5,0% qui l'ont trouvée bonne. La situation, bien que critique dans tous les secteurs d'activité, est particulièrement accentuée dans les secteurs « Commerce » et « Artisanat ». Tous les chefs d'entreprises industrielles trouvent leur situation financière mauvaise.

... Et pour cause, d'importantes difficultés de trésorerie ...

Plus de deux tiers des chefs d'entreprise interrogés affirment connaître des difficultés de trésorerie ; pour 42,1% d'entre eux, l'état de la trésorerie est jugé mauvais, contre 10,5% qui le trouvent satisfaisant. Les secteurs de l'Industrie et de l'Artisanat en sont particulièrement atteints puisque plus de la moitié des responsables jugent la trésorerie mauvaise.

Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprise sur la trésorerie de l'entreprise

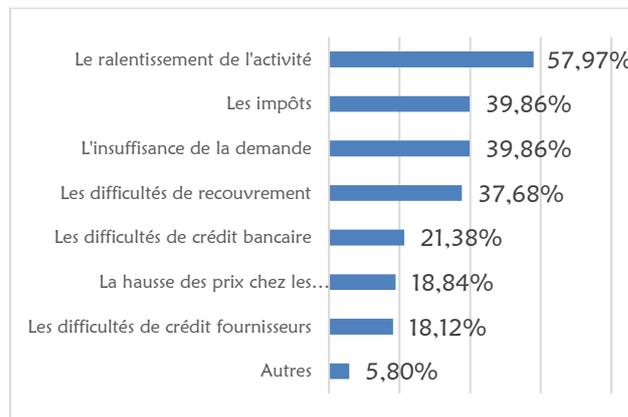


Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

... Qui trouvent leur origine dans le ralentissement de l'activité.

Les principaux facteurs ayant grevé la trésorerie restent les mêmes qu'au premier semestre 2017, mais se posent ici avec une plus grande acuité. Ainsi, le ralentissement de l'activité (57,97% contre 26,3% au premier semestre), les impôts (39,86% contre 18,6% au premier semestre), l'insuffisance de la demande (39,86% contre 17,65% au premier semestre), les difficultés de recouvrement (37,68% contre 18,12% au premier semestre) ont impacté négativement la trésorerie des entreprises.

Graphique 12 : Charges ayant affecté la trésorerie au second semestre 2017



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

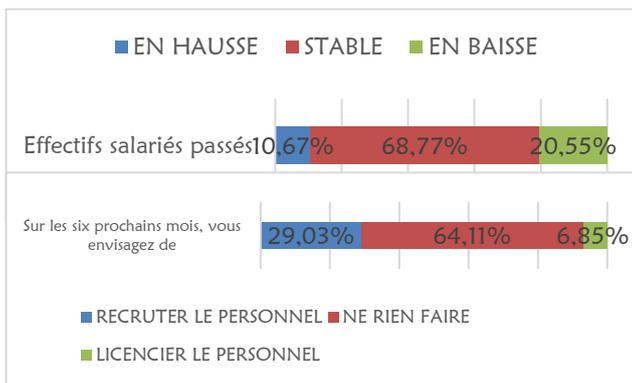
Cette tendance est confortée par un rallongement des délais de paiement de la clientèle sur la période conjugués à des délais de paiement de règlement accordés par les fournisseurs stables, voire raccourcis.

Peu de création d'emploi au second semestre 2017

Au second semestre 2017, les effectifs des salariés dans les entreprises a connu une tendance baissière (solde d'opinion de -9,9%). Cela peut s'expliquer soit par une contraction des effectifs du fait de la conjoncture, soit par un non renouvellement des effectifs admis à la retraite. La masse salariale a connu la même tendance.

Néanmoins, les perspectives en termes d'emploi sont encourageantes puisque plus d'un quart des chefs d'entreprise interrogés envisagent renforcer leurs effectifs au premier semestre 2018 (solde d'opinion de +22,1%).

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution du personnel salarié



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

Si dans la plupart des cas (64,9%), les chefs d'entreprises n'éprouvent pas de difficultés particulières dans le recrutement du personnel, plus d'un tiers d'entre eux avouent en rencontrer. Ces difficultés s'expriment avec plus d'acuité dans le cadre du recrutement des non-cadres, profil pour lequel un minimum de qualification est recherché.

Plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés affirment former des apprentis (59,5%). Les entreprises gagneraient à explorer cette voie afin de pallier au déficit d'une main d'œuvre qualifiée.

Plus de trois quarts des chefs d'entreprises interrogées affirment que leurs salariés ont besoin de formation, notamment dans le domaine commercial, la comptabilité/finance et les ressources humaines. C'est dans la même proportion que ces dirigeants affirment avoir eux aussi besoin d'un renforcement de leurs capacités, notamment dans le domaine managérial.

Des bénéfices en baisse, un investissement fébrile

Les bénéfices réalisés au cours du second semestre 2017 ont connu une baisse. En effet, pour 55,6% des chefs d'entreprises, les bénéfices ont baissé, contre 11,6% qui ont observé une hausse.

Cette évolution conjuguée à la mauvaise situation financière qu'ont connue les entreprises, ont freiné l'investissement. En effet, plus d'un tiers (37,7%) des dirigeants n'aurait pas investi sur la période. A la question de savoir les raisons qui les ont empêchés d'investir, près de deux tiers (65,5%) ont évoqué les difficultés de financement. Cette déclaration est cohérente au regard du poids important du financement sur fonds propres des investissements (58,8% des répondants y ont recours).

Des conditions des échanges extérieurs à améliorer

Si la majorité (70,3%) des opérateurs économiques qui importent trouvent les conditions d'importation stables, ils évoquent certains aspects qui méritent d'être améliorés. S'ils se plaignent encore des tracasseries douanières (lenteurs administratives, engorgement du port, coûts, etc.), ils évoquent aussi la faible disponibilité des devises et le mauvais état des routes qui renchérit le coût du transport.

Si les opérateurs économiques exportateurs sont satisfaits de leurs opérations, en revanche, ceux qui vendent vers l'Afrique francophone se plaignent de la non application du libre-échange.

Pour ces derniers, le chiffre d'affaires à l'export a été en baisse, en lien avec le niveau des commandes. Ils sont pessimistes quant à l'avenir et n'envisagent pas un relèvement de ce chiffre d'affaires sur les mois à venir.

L'impact des APE encore négligeable, une loi de finances pas toujours au goût de tous

Les effets de l'entrée en vigueur de l'APE le 4 août 2016 et la deuxième phase de

démantèlement le 4 août 2017 restent contenus puisque seulement 13,9% des chefs d'entreprise interrogés affirment en ressentir les effets sur leurs activités. Si certains saluent la baisse des droits des douanes sur certains produits, beaucoup font face à la vive concurrence des produits importés, notamment avec l'installation massive de grands supermarchés qui pèsent sur les activités traditionnelles de distribution. Les entreprises ne prennent pas encore de mesures particulières pour y faire face.

Si dans l'ensemble, la Loi de finances 2017 est sans changement pour les chefs d'entreprises interrogés, il n'en demeure pas moins que près d'un quart d'entre eux la trouvent défavorable tandis que seulement 15,25% d'entre eux la jugent favorable. Si les opérateurs économiques jugent le taux d'imposition élevé, ils plaident pour un remboursement effectif et immédiat des crédits de TVA. Les PME et PMI quant à elles souhaitent un aménagement particulier de la loi fiscale en leur faveur, lequel tient compte de leurs spécificités.

En perspective, les indicateurs sont au vert à court terme

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise interrogés sont optimistes quant au déroulement des activités au premier semestre 2018. D'après l'opinion des chefs d'entreprise interrogés, le climat des affaires sera plus favorable (solde d'opinion de + 2,42%).

Le chiffre d'affaires connaîtrait une hausse, à défaut de rester stable, liée à la reprise de la production.

Les conditions d'approvisionnement seraient moins difficiles, et les entreprises envisagent

reconstituer leurs stocks pour faire face à l'augmentation envisagée des commandes. Ils entrevoient une meilleure santé financière, ainsi qu'un meilleur bénéfice.

Malheureusement, ils restent prudents en termes d'investissement à réaliser (un tiers d'entre eux n'envisage pas d'investir).

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Baisse d'activité au second semestre 2017...

Si l'on s'en tient aux opinions émises par les commerçants sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, l'activité commerciale aurait eu tendance à ralentir au second semestre 2017. Plus de la moitié des répondants (50,6%) a estimé que le chiffre d'affaires a baissé, largement au-dessus des 9,2% qui ont enregistré une hausse.

...du fait d'une diminution des commandes,...

La raison avancée pour justifier cette tendance à la baisse du chiffre d'affaires tient, pour 68,1% des répondants, à la diminution des commandes adressées au secteur ; plus ressentie par les entreprises de petite taille. Dans les entreprises commerciales de grande taille, la tendance a plutôt été à l'augmentation des commandes. Ce qui s'expliquerait par leur habileté non seulement à soumissionner plus aisément à la commande publique que les entreprises de petite taille, mais également à élargir leur réseau de clientèle.

Toutefois, de façon générale, les commandes passées aux entreprises commerciales se seraient amenuisées au second semestre 2017, puisque 46,6% des commerçants interrogés ont estimé que le niveau de leurs commandes avait fléchi.

... de conditions d'approvisionnement difficiles

Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement sont jugées mauvaises pour 32,1% d'entreprises commerciales, alors que 8% seulement les considèrent aisées au cours de la période sous revue.

La plupart des enquêtés se plaint en effet des tarifs (élevés) et procédures (nombreuses et compliquées) douaniers (21%), des mauvaises conditions de transport, notamment du mauvais état des routes (16%), de l'accès au financement (12%) et des (longs) délais de passage au port (9%).

Les opinions des importateurs (49,4% des commerçants) sur les conditions d'importations indiquent sensiblement la même tendance : 22,5% des importateurs trouvent les conditions d'importation mauvaises, contre 10% qui en sont satisfaits. 63% d'entre eux affirment être mécontents des procédures et tarifications douanières.

...des bénéfices à la baisse

Pour 54,0% des répondants, les bénéfices se sont amenuisés au second semestre 2017. Quelle que soit la taille de l'entreprise, le ressenti est le même.

avec, à la solde, une situation financière délicate ...

Dans ce contexte, la majorité des commerçants interrogés (67,9%) déclare éprouver des difficultés de trésorerie. Au cours des six derniers mois de l'année 2017, les réactions des enquêtés révèlent une tendance défavorable.

Susceptible d'avoir conduit à la baisse des effectifs employés dans le secteur

Comme première conséquence de la baisse d'activité et de la situation financière difficile déclarées, une propension à réduire les effectifs employés dans le secteur ressort des informations données par les commerçants. Quoique les emplois soient restés globalement stables si l'on se base sur l'opinion des dirigeants, la propension à réduire ses effectifs (14,3%) au cours de la période examinée, est supérieure à celle tendant à les augmenter (8,3%). Seul cas frappant, les opinions émises par les responsables de grandes entreprises, dont le (solde +2) indique une propension à avoir recruté au second semestre 2017.

Concernant les opérations de recrutement, l'analyse des données montre qu'à peine un quart des commerçants enquêtés (23%) les jugent difficiles, particulièrement dans le recrutement des cadres (pour 59,1% d'entre eux).

et à plomber le moral des entreprises

Les avis des opérateurs économiques sur leur perception du climat des affaires, ainsi que sur la situation économique du Cameroun au cours des six derniers mois de l'année 2017, montrent que ceux-ci ont un moral bas.

La majorité (43,8%) des interviewés juge en effet que le climat des affaires leur est défavorable, contre 14,6%, qui le considèrent favorable. De même, 56,9% des enquêtés du secteur du commerce, ont l'impression que la situation économique et sociale du Cameroun va en se dégradant.

D'un autre côté, la Loi de finances 2018 est plus perçue comme délétère que favorable au développement de l'initiative privée. Seuls les petites entreprises ont tendance à la trouver favorable, le solde d'opinion des entreprises de ce groupe étant positif (+3).

Ces tendances devraient se maintenir, selon les sondés, au cours du premier semestre 2018

Pour le premier semestre 2018, la tendance baissière du niveau d'activité devrait se maintenir, les soldes d'opinion sur l'évolution probable du chiffre d'affaires et des commandes étant défavorables.

De même, les commerçants anticipent un climat d'affaires défavorable les six premiers mois de l'année 2018. Par contre, pour ce qui est des conditions d'approvisionnement, les commerçants sont optimistes.

Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leurs activités

Opinions sur	Bilan au 31.12.2017 (en %)			Prévisions pour le 1 ^{er} semestre 2018 (en %)		
Conditions d'approvisionnement	8,33	59,52	32,14	11,63	77,91	10,47
Stocks	33,33	47,62	19,05	31,17	54,55	14,29
Prix de vente	23,53	61,18	15,29	19,05	67,86	13,10
Chiffre d'affaires	9,20	40,23	50,57	25	44,05	30,95
Bénéfices	9,20	36,78	54,02	27,50	43,75	28,75
Commandes	21,59	31,82	46,59	23,46	51,85	24,69
Emploi	8,33	77,38	14,29	19,28	71,08	9,64
Masse salariale	10,59	74,12	15,29	18,52	66,67	14,81
Délais de paiement	11,49	45,98	42,53	15,29	50,59	34,12
Délais de règlement	20,69	63,22	16,09	23,53	62,35	14,12

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Baisse du chiffre d'affaires au deuxième semestre 2017,

L'analyse des données de l'enquête de conjoncture comptant pour le deuxième semestre de l'année 2017 révèle que 42,22% des industriels enquêtés ont l'impression que leur chiffre d'affaires a baissé. Cette tendance largement défavorable, est fortement influencée par les opinions des TPE et des PE.

En effet, alors que l'on note un solde d'opinion des ME et des GE nul sur la question, 45% de TPE et 55% PE interrogées estiment que leur chiffre est en baisse, comparativement aux 18% et 11% respectivement qui pensent le contraire.

...l'opinion sur l'évolution de la production et des prix montrant une tendance baissière

D'autre part, 36,2% des industriels sondés ont également le sentiment que leur production s'est amenuisée, tandis que 8,5% pensent avoir augmenté leur production.

Il convient de noter que plus de la moitié des responsables d'entreprises de grande taille interviewés (55,5%) ont déclaré une production à la hausse au cours de la période.

Concernant l'évolution des prix, l'analyse des opinions révèle que seuls 4,4% des industriels ont relevé leurs prix. Le reste les a, soit maintenus (73,3%), soit abaissés.

Il apparaît également que la tendance à la baisse des prix est d'autant plus marquée que la taille de l'entreprise industrielle décroît. Pour les entreprises de grande taille, les réponses des responsables suggèrent que les prix auraient été maintenus.

A l'origine, les entreprises se plaignent de conditions d'approvisionnement difficiles...

Si l'on s'en tient aux avis de la majorité des chefs d'entreprises questionnés (48,8%), les conditions d'approvisionnement des industriels seraient restées mauvaises au cours du deuxième semestre 2017, comme prévu dans leurs précédentes prévisions du premier semestre 2017. Cette position prévaut, que l'entreprise importe ou pas, et quelle que soit sa taille.

Toutefois, relevons que, dans le groupe des grandes entreprises industrielles importatrices, la tendance qui se dégage de l'analyse de l'opinion des répondants c'est que les conditions d'importation sont satisfaisantes. De fait, dans ce groupe, seuls 12,5% estiment que leurs opérations d'importation sont difficiles. Le groupe le plus mécontent de ses conditions d'importation est celui formé des PE interrogées.

...qui renchérissent les coûts de production,

Subséquentement, les coûts de production ont eu tendance à progresser dans l'industrie, d'après les appréciations des responsables consultés. 31% affirment qu'ils ont vu leurs coûts augmenter au deuxième semestre 2017, contre 28% affirmant le contraire.

Dans les faits, les industriels sondés qui font recours à l'extérieur admettent en majorité que les coûts liés aux opérations d'approvisionnement ont tendance à être plus élevés sur le marché intérieur (36%) que sur le marché extérieur (29%).

De même, il ressort des avis des industriels que les coûts liés à la consommation de l'énergie ont eu tendance à gonfler au cours de la période étudiée, tandis que ceux liés à la rémunération du personnel auraient eu tendance à s'amoindrir, en compensation.

...ainsi que de la baisse des commandes,

42,2% des industriels affirment que les commandes qu'ils ont enregistrées sur la période étaient inférieures à celles enregistrées un semestre plus tôt. Comparé aux 13,3% d'industriels qui ont affirmé le contraire, il vient que le niveau des commandes a eu tendance à diminuer au dernier semestre de l'année 2017. Pour le premier semestre 2018,

les industriels s'attendent à une hausse de commandes.

Qui a forcé au déstockage des produits.

Dans de nombreux cas, les réponses des industriels indiquent une propension à avoir déstocké leurs produits pendant les six derniers mois de l'année 2017. Du fait de la tendance baissière du chiffre d'affaires, de la production et des commandes, seuls 16,7% parmi les industriels enquêtés auraient le sentiment que leurs stocks aient crû, loin derrière les 40,48% qui ont l'impression que ceux-ci aient été réduits.

En conséquence, baisse des bénéfices au deuxième semestre 2017,...

Les bénéfices des entreprises sondées dans l'industrie seraient en baisse, si l'on se fie aux positions de leurs responsables. Ils sont en effet plus de 60% parmi les répondants à avoir déclaré la baisse de leurs bénéfices. La tendance est plus prononcée selon les entreprises de petite taille, où environ 80% de responsables affirment avoir connu la baisse de leurs bénéfices. Dans le groupe des grandes entreprises industrielles, la moitié des enquêtés dit avoir le sentiment que leurs bénéfices ont chuté.

...laquelle a plombé leur trésorerie,...

Environ 80% des industriels soumis à l'enquête ont dit éprouver, au moment de l'enquête, des difficultés de trésorerie. De même, plus de la moitié (52,3%) parmi eux jugent que la situation de leur trésorerie a été mauvaise au cours des six derniers mois de l'année 2017. Cette tendance est la même quelle que soit la taille de l'entreprise.

...Inhibant ainsi toute ambition d'investissement matériel et humain

Comme conséquence, les ambitions d'investissement des industriels auraient été revues à la baisse. 38,1% des industriels sondés ont en effet annoncé n'avoir pas investi, et 28,6% d'entre eux ont dit avoir baissé leurs investissements.

L'évolution de leurs effectifs employés a aussi eu une tendance baissière. 24% des industriels questionnés ont affirmé que les effectifs employés avaient évolué à la baisse au second semestre 2017, tandis que 17,4% d'entre eux ont affirmé le contraire.

Signalons au passage que, si les entreprises disent d'abord investir dans l'accroissement des capacités de production (40%), le principal frein à leur investissement reste les difficultés financières, dans un contexte où 74% des industriels disent investir sur fonds propres.

Et tout en affectant leur moral

Conformément aux prédictions qu'ils avaient formées au premier semestre 2017, la majorité relative (47%) des chefs d'entreprises industrielles juge le climat des affaires défavorable au Cameroun au deuxième semestre 2017. Même, si l'on considère le solde d'opinions des répondants du groupe des petites entreprises (+1) et de grandes entreprises (nul), qui suggèrent un regain d'optimisme pour ces entreprises sondées, la tendance qui ressort est qu'il est difficile de créer et de développer les affaires au Cameroun.

Cette position des industriels, pourrait en partie s'expliquer par les événements qui auraient affecté leur activité. Ils sont 56% au second semestre contre environ 46% qui ont dit être principalement affectés par les crises sécuritaires sévissant au Cameroun.

Au premier semestre 2018, les industriels ne sont pas plus optimistes sur l'amélioration du climat des affaires.

Toutefois les industriels restent optimistes sur bien de points

Pour le premier semestre 2018, l'optimisme anime les industriels enquêtés. Ils sont plus nombreux (45,0%) à penser que leur chiffre d'affaires croîtrait et leur bénéfices avec (41,5%) les six prochains mois, de même qu'il ressort des soldes d'opinions une tendance favorable à l'augmentation du niveau des commandes, à l'amélioration de la trésorerie, à l'accroissement des dépenses d'investissement, et au recrutement de nouveaux effectifs.

Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leur activité

Opinions sur	Bilan au 31.12.2017 (en %)			Prévisions pour le 1 ^{er} semestre 2018 (en %)		
	↗	→	↘	↗	→	↘
Approvisionnement	4,65	46,51	48,84	20,45	70,45	9,09
Commandes	13,33	44,44	42,22	41,86	44,19	13,95
Stocks	40,48	42,86	16,67	25,58	53,49	20,93
Emploi	17,39	58,70	23,91	36,96	56,52	6,52
Masse salariale	17,78	60	22,22	35,71	57,14	7,14
Production	20,93	41,86	37,21	38,10	42,8	19,05
Prix de vente	22,22	73,33	4,44	15,91	70,45	13,64
Chiffre d'affaires	17,78	40	42,22	45,45	25	29,55
Bénéfices	9,76	29,27	60,98	41,46	41,46	17,07

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

IV.4. ACTIVITES DE SERVICE

Dans les services, l'opinion des responsables indique également une activité morose au deuxième semestre 2017

41,29% des responsables d'entreprises de service ayant participé à l'enquête ont une opinion défavorable sur l'évolution de leur chiffre d'affaires au second semestre 2017.

Cette tendance est généralisée dans toutes les branches à l'exception de celles des services de transport et entreposage et des activités immobilières où la majorité des répondants (46% et 50% respectivement) pense que leur chiffre a augmenté. De même, les Moyennes entreprises et les Grandes entreprises sont plus optimistes quant à l'évolution passée de leur chiffre d'affaires. En effet, dans les entreprises du premier groupe, 40% pense son chiffre d'affaires a crû sur la période, et dans celles du deuxième groupe, 33%.

Imputable à niveau commandes passées qui aurait eu tendance à baisser

Le solde d'opinions (-17) des entreprises invitées à apprécier le niveau de leurs commandes au deuxième semestre 2017, suggère que l'on ait moins fait appel aux services de ce type d'entreprises sur la période. Seules les entreprises immobilières où 50% et des répondants pensent avoir été davantage contacté et dans une moindre les services d'entretien et de réparation ont une opinion favorable.

D'un autre côté, les entreprises de moyenne taille où le solde d'opinion sur la question est positif (+4) et dans une moindre mesure les entreprises de grande taille (solde nul) ont le sentiment qu'on ait davantage fait appel à leurs services.

En même temps que les prix des services rendus.

En plus de services moins sollicités, si l'on s'en tient aux avis des répondants du secteur, les prix, qui auraient légèrement eu tendance à baisser, pourraient expliquer le sentiment de la baisse du chiffre d'affaires ressenti par les chefs d'entreprise de services. A part les entreprises de services financiers et d'assurances ainsi que

celles de transport et d'entreposage, où la tendance a été à la hausse (solde d'opinion de +2), le reste des responsables enquêtés pense avoir baissé les prix des services rendus.

Dans un contexte de rallongement des délais de paiement des clients,

Les délais de paiement de la clientèle se seraient par ailleurs rallongés, 44,83% des entrepreneurs questionnés l'ayant affirmé quand 12,64% affirmaient le contraire. Sans réelle surprise, les services d'hébergement et d'activités immobilières sont les seuls où la tendance indique un maintien des délais : ces services sont en général réglés, soit à l'avance, soit au comptant.

Pour le premier semestre 2018, seuls 22,62% des répondants prévoient que ces délais se raccourcissent contre, 26,19% qui pensent le contraire.

...et de baisse des bénéfices...

53,68% des sondés du secteur des services ont affirmé avoir l'impression que leurs bénéfices aient baissé sur la période. Seulement, dans le détail, les entreprises de grande taille du secteur s'en seraient mieux sorties sur la période. 60% des interviewés parmi eux ont en effet déclaré que leurs bénéfices étaient soit stables, soit avaient augmenté.

...la situation financière des entreprises se serait empirée au deuxième semestre 2017

Dans ce contexte, mis à part les entreprises de services financiers et d'assurances qui ont à 80% environ déclaré le contraire, la majorité des entreprises du secteur (66,0%) pensent avoir des problèmes de trésorerie. 35% d'entre elles affirment que leur trésorerie est

mauvaise contre 13,2% qui l'estiment satisfaisante.

Dans les entreprises de grande taille, les avis sont partagés de moitié.

Entrainant une baisse des effectifs

Pour 24,2% des entreprises de services enquêtées ont déclaré avoir réduit leurs effectifs. Seuls 11,1% disent avoir connu une hausse de leurs effectifs. Ce sont principalement les entreprises de services spécialisés* et de santé, branches dans lesquelles les soldes d'opinions sont positifs. La tendance à l'augmentation des effectifs est par ailleurs constatée dans le groupe des entreprises de moyenne taille, où le solde d'opinion est de +1.

Sans pour autant fermer la voie aux investissements

Pour 35,8% des répondants disent n'avoir pas investi. Mais de ceux qui déclarent avoir investi, ils sont plus nombreux qui pensent avoir augmenté le montant alloué à cette opération (28,42%) par rapport à ceux qui estiment l'avoir réduit (15,79%).

La propension à investir est logiquement plus forte dans les entreprises de restauration et d'hébergement où 50% déclarent avoir investi certainement dans les perspectives des prochaines échéances sportives, ainsi que dans les entreprises de transport et d'entreposage.

Ainsi, les investissements visent plus le remplacement des équipements obsolètes (36,3%) et la diversification des activités (31,4%) que l'accroissement des capacités productives (26,5%).

Et, pour plus de 60% des entreprises du secteur, le principal frein à l'investissement des entreprises du secteur reste le manque de financements.

Ainsi, les opérateurs du secteur des services pensent que la situation économique et sociale va en se dégradant....

Interrogés sur l'évolution de la situation économique et sociale au Cameroun, 45,6% des opérateurs du secteur des services pensent que celle-ci a tendance à se détériorer. Cette tendance est influencée par les opinions émises par les entreprises de très petite taille, tandis que dans les grandes entreprises de services ont un avis contraire (66,7%).

Par contre sur l'appréciation du climat des affaires, une tendance particulière se dégage du solde d'opinions des entreprises interrogées. Celle-ci est favorable pour les entreprises de petite taille (solde d'opinion de +3) et défavorable pour le reste. De même, seules les entreprises de ce groupe ont tendance à trouver que la Loi de finances 2018 leur est favorable.

Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leur activité

	Bilan au 31.12.2017 (en %)			Prévisions pour le 1er semestre 2018 (en %)		
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	5,33	64	30,67	15,94	68,12	15,94
Stocks	32,14	60,71	7,14	26,42	54,72	18,87
Prix de vente	19,75	61,73	18,52	13,33	61,33	25,33
Chiffre d'affaires	25,53	32,98	41,49	30,23	45,35	24,42
Bénéfices	15,79	30,53	53,68	28,89	53,33	17,78
Commandes	11,11	33,33	55,56	29,41	48,24	22,35
Emploi	11,11	64,65	24,24	32,98	62,77	4,26

Masse salariale	18,37	70,41	11,22	32,18	62,07	5,75
Délais de paiement	12,64	42,53	44,83	22,62	51,19	26,19
Délais de règlement	20,25	59,49	20,25	30,38	51,90	17,72

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018

IV.5. ACTIVITES ARTISANALES

Conditions d'approvisionnement difficiles au deuxième semestre 2017,...

Le sentiment qu'ont les artisans par rapport à leurs conditions d'approvisionnement n'a pas trop changé entre les deux semestres de l'année 2017. Au premier semestre, ils étaient 60% parmi les sondés à penser que leurs conditions d'approvisionnement étaient mauvaises. Au second semestre, c'est toujours la majorité, soit 59,26% d'entre eux qui se plaignent de conditions d'approvisionnement difficiles.

... auraient provoqué une baisse de la production

La baisse des coûts de production que suggère le solde d'opinion des répondants (+ 4) au deuxième semestre 2017 n'aurait pas suffi à booster la production des artisans interrogés, laquelle a eu tendance à diminuer. En effet, dans un contexte de baisse des commandes à eux adressées (55,6% pensent que le niveau de leurs commandes s'est replié), 44,4% des responsables d'entreprises artisanales ont déclaré avoir l'impression d'une baisse de sa production, largement au-dessus des 7,4% qui estiment le contraire.

De même, les prix qui auraient pu augmenter du fait de la rareté occasionnée par la baisse de production artisanale, ont plutôt eu une propension à se contracter, si l'on s'en tient aux avis des interviewés. Ces résultats permettent de définir la nature aisément

substituable de la production artisanale qui pour exister et fidéliser sa clientèle a tendance à réduire ses prix.

... débouchant sur la baisse du chiffre d'affaires...

Subséquemment, 60,7% des entreprises artisanales enquêtées affirment avoir le sentiment d'une baisse de leur chiffre d'affaires au deuxième semestre de l'année 2017. Cette tendance est principalement tirée par la branche artisanat de production où près de 72% des responsables questionnés ont affirmé avoir connu une baisse de chiffre d'affaires. La baisse du chiffre d'affaires dans le secteur est expliquée par la diminution des commandes dans 87,5% des cas.

... et des bénéfices,...

Pareillement, 59,2% des artisans affirment connaître une baisse de leurs bénéfices au cours de la période examinée, dont 62,5% dans l'artisanat de production et 60%, dans l'artisanat de services.

...entraînant des difficultés financières,...

Aussi, 92% des artisans interrogés estiment avoir des difficultés financières et 56% estiment leur trésorerie mauvaise au second semestre 2017. Les causes de ce marasme financier sont principalement le ralentissement de la demande (76% des répondants) et la baisse des commandes (56% des répondants).

... une propension à réduire ses effectifs,....

Les difficultés financières vécues par les artisans au second semestre se sont traduites par une propension à réduire les effectifs employés. De fait, seuls 4,2% des sondés jugent que leurs effectifs ont évolué à la hausse au second

semestre, contre 20,8%, pour le contraire. Les effectifs auraient plus été réduits dans l'artisanat de production, si l'on s'en tient aux réactions des enquêtés.

Une mauvaise appréciation du climat des affaires...

Au final, la moitié des artisans pense que le climat des affaires au second semestre leur a été défavorable et que la situation économique et sociale du Cameroun se détériore. Ces résultats sont tirés par la branche artisanat de production, dans laquelle les opérateurs économiques sont plus pessimistes.

Enfin, notons que les artisans ont tendance à dire que la Loi de finances 2018 leur sera favorable : 18,2% l'affirment en effet en effet, comparativement aux 13,6% qui pensent le contraire. C'est la raison pour laquelle ils ont une forte propension à penser que le climat des affaires va s'améliorer au premier semestre

2018 (22,6% contre 21,4%), que leurs conditions d'approvisionnement devraient s'améliorer (15,0% contre 11,5%), que leurs bénéfices vont augmenter (36% contre 32%) et que les effectifs employés vont s'accroître par le recrutement de non-cadres (32% contre 8%).

Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution de leur activité

Opinions sur	Bilan au 31.12.2017			Prévisions pour le 1er semestre 2018		
Approvisionnement	14,81	25,93	59,26	15,04	73,45	11,50
Commandes	11,11	33,33	55,56	26,92	38,46	34,62
Stocks	28,57	57,14	14,29	22,22	40,74	37,04
Emploi	4,17	75	20,83	32	60	8
Masse salariale	4,35	78,26	17,39	19,05	66,67	14,29
Production	7,41	48,15	44,44	24	44	32
Prix de vente	22,22	59,26	18,52	18,52	55,56	25,93
Chiffre d'affaires	10,71	28	60,71	23,08	42,31	34,62
Bénéfices	7,41	33,33	59,26	36	32	32

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, mars 2018



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala

Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81

Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com

Site Web: www.ccima.cm